



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République de Guinée

Programme National d'Appui aux Acteurs des Filières Agricoles (PNAFA)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 18 mars au 24 mars 2013

Date du document: 05/04/2013

No. du Projet: Projet 1206

No. du rapport: 3017-GN

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Table des matières

Abréviations et acronymes	iii
A. Introduction	1
B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du PNAFA	1
C. Produits et réalisations	2
D. Avancement de l'exécution du PNAFA	5
E. Aspects fiduciaires	14
F. Durabilité	18
G. Conclusion	18

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du PNAFA et notes	19
Appendice 2:	Cadre logique du PNAFA Haute-Guinée, Guinée Forestière et Moyenne-Guinée (HFM)	23
Appendice 3a:	Principales mesures qui étaient à adopter à l'issue de la mission de supervision de Septembre 2012	27
Appendice 3b:	Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus	34
Appendice 4:	Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI	40
Appendice 5:	Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement, décaissements par catégorie et par composante	49
Appendice 6:	Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement	55

Abréviations et acronymes

ANPROCA	Agence Nationale de Promotion et de Conseil Agricole
ASF	Association des Services Financiers ruraux
BSD	Bureau de Stratégie et de Développement
BRPR	Bureau Régional des Pistes Rurales
BTGR	Bureau Technique du Génie Rural
CAFODEC	Centre d'Appui et de Formation pour le Développement, l'Epargne/Crédit et l'Education Civique
CAI	Comité d'Approbation des Investissements
CAR	Conseil Agricole Régional
CNOP-G	Confédération Nationale des Organisations Paysannes de Guinée
CP	Comité de Pilotage
DNGR	Direction Nationale du Génie Rural
DNPR	Direction Nationale des Pistes Rurales
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FPFD	Fédération des Paysans du Fouta Djallon
FEREPPAH-GF	Fédération Régionale des Planteurs de Palmier à Huile et Hévée
FEPRORI-GF	Fédération des Producteurs de Riz
FRAO	Fondation Rurale en Afrique de l'Ouest
FUCPIS-G	Fédération des Unions et Coopératives des Producteurs d'Igname et Sésame de Guinée
FUIMA-HG	Fédération des Unions Maraichères de la haute Guinée
FUPRORIZ-HG	Fédération des Unions de Producteurs de Riz de la Haute Guinée
GNF	Nouveau Francs Guinéen
IRAG	Institut de Recherche Agronomique de Guinée
MA	Ministère de l'Agriculture
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MP	Ministère du Plan
Mini CAR	Conseil Agricole Régional par filière
OFID	Fonds de l'Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole pour le Développement International
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PADER/BGN	Projet d'Appui au Développement Rural en Basse Guinée Nord
PNAFA	Programme National d'Appui aux Acteurs des Filières Agricoles
UGAS	Union des Groupements Agricoles de Soumbalako
UNC	Unité Nationale de Coordination
URC	Unité Régionale de Coordination
USD	Dollar des Etats unis d'Amérique

A. Introduction¹

1. Une mission conjointe FIDA/Gouvernement a effectué la supervision du Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles (PNAFA) entre le 18 et le 24 mars 2013. Cette mission avait pour objectifs de : i) faire le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision de septembre 2012; ii) examiner les activités du programme pendant la période en révision et les progrès dans la mise en œuvre des PTBA 2013 et des conventions/contrats avec les OPA et les partenaires du programme; iii) apprécier la gestion administrative, financière et comptable du programme à différents niveaux, notamment les recommandations de l'audit pour l'année fiscale 2012 et les actions prises par la coordination du programme pour pallier aux lacunes soulevées par l'auditeur ; iv) examiner les systèmes de suivi-évaluation et son efficacité, et v) analyser, avec l'ensemble des équipes et les principaux partenaires, les difficultés et contraintes rencontrées dans la mise en œuvre des activités et proposer des solutions.

2. Tout au long de son séjour, la mission a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité nationale de coordination (UNC) ; les Unités régionales de coordination (URC) de Kankan, de Labé et de Nzérékoré ; la Confédération nationale des organisations paysannes de Guinée (CNOP-G) et ses Cellules techniques régionales (CTR) ; ainsi que les OPA bénéficiaires du projet.

3. Une réunion de restitution de l'aide-mémoire présidée par Monsieur Sékou Sangaré, Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture, a été organisée le 4 avril 2013 avec la participation des cadres du PNAFA, de la CNOP-G, des responsables de la tutelle technique et de l'Emprunteur/Bénéficiaire et des différents partenaires du Programme. Avant cette réunion, une restitution des recommandations de la mission a été faite à Kankan le 22 mars aux différents partenaires du programme (voir appendice 3b).

4. La mission exprime ses remerciements sincères aux autorités guinéennes, aux cadres de l'UNC et des URC, à la CNOP-G et à ses cellules techniques régionales, aux fédérations et unions de producteurs, et à tous les partenaires du programme pour leur collaboration et leur disponibilité qui ont contribué au bon déroulement des travaux.

B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du PNAFA

5. Dans le contexte de l'extension géographique des interventions du PNAFA en Basse-Guinée et Faranah (projet qui sera présenté au Conseil Exécutif du FIDA en septembre ou décembre 2013), l'actuel PNAFA voit son approche affinée et recentrée sur tous les acteurs des filières agricoles identifiées avec un effort supplémentaire accordé aux aspects post-récoltes. Durant les visites de sites, l'équipe a pu apprécier les expertises et initiatives déjà engagées dans le domaine de la valorisation, transformation et commercialisation du riz, de l'igname et des produits maraichers. Il a aussi été constaté que la demande du marché existait bel et bien mais que des besoins subsistaient au niveau des techniques de conservation, notamment pour les produits maraichers. Par conséquent, un effort de capitalisation et de dissémination des expériences probantes entre OPA doit encore être réalisé, idéalement à l'initiative la CNOP-G avec l'appui du programme.

6. Depuis l'extension du projet en Haute-Guinée (septembre 2012), l'URC de Kankan a rapidement pris ses fonctions et, en étroite collaboration avec ses partenaires (Services Techniques de l'Etat et Cellule Technique Régionale de la CNOP-G), elle dispose à présent de tous les outils et ressources nécessaires pour assurer la mise en œuvre du programme de travail et ainsi atteindre les résultats escomptés pour 2013.

¹ La mission était composée de : i) M. Abdoul Wahab Barry, Chargé de portefeuille et Chef de mission ; ii) M. Ibrahima Tanou Diallo, Chargé d'appui programme et Spécialiste en production agricole ; (iii) M. Samir Bejaoui, Chargé de portefeuille associé et Spécialiste en suivi-évaluation et gestion des connaissances ; (iv) Mme Fanny Grandval, Spécialiste en renforcement des capacités des organisations paysannes ; (v) M. Max Franck Ahouandjinou, Assistant technique au PADER-BGN et Spécialiste en micro finance ; (vi) M. Guy Augustin Kemtsop, Spécialiste en infrastructures ; (vii) Mme Oumou Touré, Spécialiste en gestion financière; (viii) M. Amadou Doudou Seck, Spécialiste en passation des marchés.

Le Gouvernement était représenté par M. Ibrahima Sory Camara, DNIP – Ministère d'Etat chargé de l'Economie et des Finances ; M. Salifou Camara, DNIP – Ministère du Plan ; M. Emanuel Bangoura, ACGP – Présidence de la République et M. Fodé Friguigbé Camara, BSD - Ministère de l'Agriculture. La mission était accompagnée par la CNOP-G, représentée par M. Ibrahima Bah, Coordinateur et M. Lucien Gnékoya, Chargé du Suivi et évaluation ; CAFODEC représentée par M. Abdoulaye Sow ; et le PADER-BGN dont le représentant était de M. Ibrahima Sambegou Gassama, Assistant suivi et évaluation

7. La précédente mission de supervision effectuée en septembre 2012 avait soulevé des retards importants sur différents aspects de la mise en œuvre du PTBA 2012, notamment par rapport aux faiblesses dans le processus de gestion fiduciaire et de passation de marché au niveau des OPA, aux lacunes dans les capacités des fédérations à appuyer leurs membres dans le domaine de la commercialisation, ainsi qu'aux faibles résultats au niveau de la finance rurale. Ainsi, le retard accumulé dans le processus de planification et d'élaboration du PTBA, dans l'approbation et la signature des conventions, le disfonctionnement des Comités d'approbation des interventions (CAI), la non maîtrise persistante des procédures de passation de marchés par les partenaires associés aux retards accumulés dans le recouvrement des crédits intrants octroyés aux producteurs, mettent sérieusement en difficulté la capacité d'atteindre les objectifs fixés et de pérenniser les résultats escomptés. Ces manquements persistent et des recommandations pour palier à ces insuffisances ont été formulées.

8. A presque deux ans du démarrage du projet (mai 2011), les principaux goulots d'étranglements sont à présent clairement identifiés et des dispositions semblent avoir été prises afin d'y remédier. Une forte volonté de collaboration entre tous les acteurs est perceptible, laissant présager une mise en œuvre des activités satisfaisante à l'image des taux de réalisations physiques et financières pour 2013. Ainsi, les principales recommandations de la mission portent sur des aspects procéduraux qui visent à faciliter la réalisation du PTBA 2013.

9. Au 31 décembre 2012, le niveau global d'exécution physique et financière du programme est estimé respectivement à 28,33% et 25,18%. Ce niveau d'exécution pourrait être jugé moyennement satisfaisant. Toutefois, il a produit des résultats encourageants sur le plan de la planification participative et inclusive, de l'amorce d'un développement de partenariat fécond entre OPA et services publics et du démarrage du processus d'autonomisation des OPA. Cependant, des efforts restent à déployer notamment au niveau des performances en termes i) de réalisation des activités prévues au PTBA des Organisations des Professionnels de l'Agriculture (OPA) et des partenaires, ii) d'harmonisation des stratégies avec les différents intervenants dans le domaine du développement des filières, et iii) de la mise en place d'une stratégie d'approvisionnement en intrants viable.

C. Produits et réalisations

10. Les taux d'exécution physique du PTBA 2012 de 63,71% et financière de 43%. s'expliquent en grande partie par le retard² pris dans la signature des conventions avec les OPA partenaires (avril 2012) et la mise à disposition des fonds aux OPA (fin mai 2012), engendrant ainsi un taux d'exécution physique et financière de près de 56% et 42% au niveau de ces OPA. Les activités ont porté sur : (i) l'acquisition d'intrants ; (ii) le renforcement des capacités des membres ; (iii) l'organisation d'ateliers de planification et d'auto-évaluation ; (iv) la structuration des groupements et unions ; (v) la mise en place d'un dispositif de commercialisation des produits agricoles ; (vi) l'acquisition des équipements agricoles ; (vii) des études pour les travaux d'aménagement de bas-fonds et/ou de réhabilitation d'anciens périmètres ; (viii) des travaux de réhabilitation de pistes et de construction d'ouvrages de franchissement ; et xi) les travaux de construction des magasins de stockage et aires de battage.

11. La lenteur dans le traitement des dossiers liés à la non maîtrise des procédures de passation des marchés aux différents niveaux représente encore le principal goulot d'étranglement. Mais, cette contrainte pourrait être atténuée avec d'une part le recrutement d'un responsable en passation des marchés au niveau de l'UNC et d'autre part avec les mesures d'allègement prises par le FIDA, notamment avec la mise en place d'un manuel simplifié pour les OPA et le rehaussement du seuil d'approbation des marchés. C'est ce qui a d'ailleurs motivé le FIDA, au cours de sa mission de supervision de septembre 2012 à prendre des dispositions comme i) la prorogation de la date de validité des conventions 2012 pour permettre aux OPA d'utiliser valablement en 2013 le reliquat des fonds qui leur ont été (ou seront) virés avant ou après le 31 décembre 2012 (il a été convenu que les fonds non encore virés aux OPA à cette date seront reportés sur leur PTBA 2013) et ii) l'élaboration et la signature de conventions biannuelles (en fonction d'un cadre budgétaire annuel) et dont les modalités de décaissement seront définies en tenant compte des délais de traitement (paiement sur compte spécial ou DPD).

² Ces retards se sont également retrouvés au niveau de l'approbation du PTBA (fin février 2012), des projets de conventions (mars 2012) ainsi que du paiement de la première tranche de financement des activités intervenu seulement en mai 2012

12. Dans l'optique d'une décentralisation progressive de la mise en œuvre globale du programme et pour rehausser le taux d'exécution, la mission a recommandé les modifications par rapport aux seuils des demandes de non objection (DNO) à autoriser au niveau du Coordonnateur National du PNAFA. En outre, avec la prise effective de service du Chargé d'Appui Programme (CPO) en Guinée, le traitement des demandes de non objection est devenu encore plus fluide.

13. Au niveau des contrats avec les partenaires publics et privés, les taux d'exécution physique et financière ont été de 22% et de 38%.

14. Les résultats enregistrés à ce stade par le PNAFA dans chacune des trois (3) composantes se résument comme suit.

Composante A : Appui aux Organisations Paysannes (OP)

Sous-composante A1 : Appui institutionnel aux OP

Mise en œuvre de la convention avec la CNOP-G

15. Dans le cadre de la convention 2012, la CNOP-G a obtenu les résultats suivants : (i) une meilleure maîtrise des tendances sur l'évolution des prix sur les marchés, (ii) la promotion des produits agricoles locaux ; (iii) une amélioration du dispositif d'appui opérationnel des cellules techniques régionales ainsi qu' (iv) une meilleure motivation des OP à développer une stratégie de mobilisation de ressources internes pour participer activement à la mise en œuvre de leurs POA.

16. **En matière de structuration, des nouveaux groupements, unions et coopératives**, les CTR ont procédé à la mise en place de 45 nouveaux groupements dont 8 groupements et unions pour la FEPRORI, 7 Coopératives et unions pour la FEREPPIA, 20 groupements pour UGAS et 10 Unions pour la filière maïs en Moyenne Guinée qui a touché 11 560 producteurs dont 4 366 femmes et 909 jeunes.

Conformément au programme de renforcement des capacités des responsables des OP, les CTR ont apporté un appui aux OPA pour la formation des producteurs au niveau des unions et des groupements. L'objectif visé par ces formations est le renforcement des capacités des élus des OP en général, et ceux des nouvelles unions et groupements en particulier. Ces formations sont relatives aux thèmes suivants : i) techniques organisationnelles et de gestion ; ii) principes de fonctionnement et de gestion des OPA ; iii) techniques d'animation des réunions et des assemblées générales. Ces formations ont permis de toucher 631 responsables d'OP dont 262 femmes.

Sous-composante A2 : Appui économique aux OP

Convention avec la Fédération des Paysans du Fouta Djallon (FPFD)

17. **Dans le cadre de la convention 2012 avec la FPFD**, les activités suivantes ont été réalisées : i) des cours d'alphabétisation pour 802 producteurs dont 682 femmes issus de 40 groupements et ii) des formations au profit de 5.000 producteurs dont environ 79 % de femme par la Cellule Technique interne de la fédération sur plusieurs thèmes liés au développement des filières pommes de terre, maïs et oignon.

18. **Organisation de voyages d'études et visites d'échanges inter groupements**. Sept cent onze (711) producteurs dont 485 femmes, ont effectué un voyage d'échange pour découvrir ailleurs des expériences réussies à répliquer dans leur propre réalité. Quatre (4) grandes thématiques devant faire l'objet de partage d'expériences à savoir : (i) la gestion du crédit; (ii) l'organisation du travail dans les bas-fonds ; (iii) la vulgarisation du compostage et (iv) la structuration des groupements ont été identifiées.

19. **Recouvrement des crédits intrants**. Grâce à la ligne de garantie crédit mise en place par le PNAFA, la FPFD a bénéficié d'un découvert de 4 000 000 000 FG à la BICIGUI contre 2 200 000 000 FG lors de la campagne agricole 2010/2011; soit une augmentation de 82%. Ce découvert a permis d'importer les semences de pomme de terre et d'oignon, l'engrais, les arrosoirs et les sacs d'emballage pour plus de 15 000 producteurs. A date, le taux de recouvrement des créances est de 94,1%.

20. **Infrastructures rurales.** Au compte du PTBA 2012, les enquêtes socio-économiques de référence sont réalisées pour : i) l'aménagements/réhabilitation de bas-fonds³; ii) la réhabilitation/construction d'infrastructures routières (62km de piste et 100ml d'ouvrages de franchissement).

Convention avec l'Union des groupements agricoles de Soumbalako – Mamou (UGAS)

21. La structuration de 20 groupements a été achevée sur le terrain, grâce à l'appui de la CTR/CNOP-Moyenne Guinée. Les groupements totalisent 426 membres dont 236 femmes et tous actifs dans les filières pomme de terre et maïs.

Approvisionnement en intrants agricoles et petits outillages agricoles. L'UGAS a procédé à l'acquisition et à la distribution de 75 tonnes de semences de pomme de terre, 50 kg de semences d'oignons et 1 000 kg de semences de maïs qui ont permis de d'accroître les rendements et de passer de 1 tonne/ha à 2 tonnes à l'hectare pour le maïs et de 10 à 15 tonnes à l'hectare pour la pomme de terre.

22. **Organisation de voyages d'échange d'expérience en faveur de 150 producteurs de UGAS.** Quatre (4) voyages d'échange d'expérience ont été organisés au profit de 150 producteurs et techniciens dont 57 femmes. Les thèmes discutés lors de ces voyages ont porté sur la production de pomme de terre et de l'oignon, le recouvrement des créances, la commercialisation groupée et la mobilisation des ressources internes. Les résultats obtenus ont permis aux producteurs de s'inspirer des acquis dans la conservation des produits agricoles, notamment la pomme de terre et l'oignon au niveau desquels d'énormes pertes sont encore à déplorer.

Convention avec la Fédération des planteurs de palmiers à huile et hévéa (FEREPPAH)

23. **Installation de 25 pépinières villageoises de palmier à huile et hévéa.** 100 000 graines de palmier à huile ont été achetées et à date, 25 sites de pépinières ont été identifiés et aménagés, 25 pépiniéristes sont sélectionnés et encadrés; les 100 000 graines germées de palmier à huile ont été distribuées entre 25 pépinières à raison de 3 500 Graines germées par pépinière. La création et l'entretien de ces pépinières vont contribuer à grande échelle à développer la filière et permettre aux planteurs des groupements, unions et coopératives membres de la FEREPPAH d'avoir plus facilement accès aux plants plantables de qualité et à des coûts raisonnables.

Convention avec la Fédération des producteurs de riz de Guinée Forestière (FEPRORI)

24. **Approvisionnement en intrants agricoles.** La FEPRORI-GF a bénéficié de 285 tonnes d'engrais au titre du PTBA 2012. La mise à disposition de ces engrais a permis aux producteurs d'améliorer les rendements qui sont passé d'une (1) tonne à 1,5 tonnes à l'hectare en moyenne. Des rendements de 2 tonnes à l'hectare ont été observés par endroit.

25. **L'enquête de référence au niveau de 40 ha bas-fonds à aménager et 40 ha à réhabiliter** a été réalisée et a permis de déclencher le processus de réalisation des études de réhabilitation des 80 ha actuellement en cours.

Convention de collaboration avec la Fédération des Unions de Coopératives Productrices d'igname et sésame de Guinée (FUCPIS-G)

26. La formation de 194 paysans relais sur les techniques de récolte, de séchage et de conservation des tubercules d'igname a été organisée en deux étapes. La première étape a permis de former 125 paysans relais soit un taux d'exécution de 64,43%.

Composante B : Appui aux services publics et à la finance rurale

Sous-composante B1 : Appui aux services publics

27. A la date du 15 mars 2013, seuls les services d'ANPROCA et DNGR sur les 19 conventions signés avec les établissements publics avaient transmis des rapports à l'UNC sur la mise en œuvre. Le SIPAG (*Système d'information pour les Produits Agricoles en Guinée*) quant à lui a

³ Au compte du PTBA 2012, ces aménagements concernent : Nombé (initialement ciblé à 35ha, seuls 28ha seront aménagés), Tokosséré (140ha) et autres nouveaux périmètres (140ha). Les réhabilitations ciblent 5 sites (Lafou 4 et 2, Doumel, Téliko et Thyaguel Linguel) d'une superficie de 40ha.

périodiquement fourni les bulletins relatifs au suivi des produits agricoles sur les marchés retenus cependant, il est important de signaler que les services techniques en général doivent encore fournir beaucoup d'effort pour améliorer la qualité et la fréquence des rapports produits.

Sous-composante B2 : Appui à la finance rurale

28. **Réalisation de l'audit des ASF** : Compte tenu des résultats obtenus dans la première mission d'audit organisée lors de la mission de formulation du PNAFA volet Haute Guinée, un audit exhaustif des 55 ASF de la zone d'intervention a été mené. Cet audit avait pour objet de faire l'état des lieux au niveau des ASF en vue d'identifier celles susceptibles d'être pérennisées. Le bilan fait état de 30 ASF à professionnaliser et 25 à transformer en point de service.

29. **Elaboration et signature d'une Convention de partenariat avec CAFODEC**. La convention entre l'UNC et l'opérateur de micro finance CAFODEC ONG pour 2012 a été signée au début du mois de juillet 2012 entre l'UNC et le représentant de CAFODEC. La mise en œuvre de cette convention a facilité la réalisation des activités inscrites dans le PTBA 2012 au titre de la redynamisation des ASF, notamment : i) le renforcement des capacités du personnel de CAFODEC, ii) le renforcement des capacités des élus et techniciens des ASF ; iii) la mise en place d'un dispositif d'appui conseil et suivi de proximité dans le cadre de la professionnalisation des ASF.

Composante C : Coordination du programme, suivi-évaluation et gestion des savoirs

Communication, Gestion des Savoirs et Visibilité

30. Un site web du PNAFA est en ligne (www.pnaafa-guinee.org) et un atelier de restitution/formation du personnel sur la gestion du site a été organisé dans la première quinzaine du mois de mars 2013. Ce site web a pour objectif principal d'assurer une meilleure visibilité des activités du PNAFA et ses partenaires à tous les niveaux, de faciliter le partage des informations et expériences entre ceux-ci par la diffusion régulière des informations sur le Programme.

Suivi Evaluation

31. **Le système de suivi-évaluation (SSE) a été mis en place et rendu opérationnel** sur le terrain. L'étude socio-économique de référence pour les régions de la Moyenne et Guinée Forestière a été réalisée. L'enquête pour la situation de référence des indicateurs SYGRI pour les régions de la Moyenne Guinée, la Guinée Forestière et la Haute Guinée a été réalisée et les données de références sont disponibles. Deux ateliers régionaux pour l'internalisation du SSE et la diffusion du manuel ont été organisés au profit des OPA à Labé et à Nzérékoré. La base de données créée sur environnement Web est en train d'être mise à jour. Dans le souci de la rendre fiable et opérationnel, l'UNC a procédé à l'acquisition et à l'installation d'un serveur local permettant de rendre autonome le fonctionnement du SSE et de faciliter l'accès à la base aux partenaires externes.

D. Avancement de l'exécution du PNAFA

Composante A : Appui aux Organisations Paysannes (OP)

Sous-composante A1 : Appui institutionnel aux OP

32. **Reliquat des conventions 2011**. Dans le cadre de la clôture du prêt n. 589 prévue au 31 mars 2013 et pour des contraintes comptables (en 2013, le financement des conventions se fera à partir des dons n. 8091 et n. 8064), les reliquats des activités prévues par les conventions de 2011 ne peuvent pas être reportés pour des activités ultérieures et devront être reversés sur le compte du projet. Afin de ne pas pénaliser les fédérations concernées, le PTBA 2013 sera amendé afin de couvrir la différence des montants engagés pour des activités démarrées en 2011 et ainsi en assurer l'achèvement sans contrainte budgétaire.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Remboursement avant la clôture du prêt des reliquats 2011	FPFD, FEPRORI, FEREPAH	27 Mars 2013
Les OPA soumettent les justificatifs des montants engagés pour les contrats signés en 2011 et du solde à payer auprès des OPA concernées (suite aux indications reçues de la part de l'UNC)	FPFD, FEPRORI, FEREPAH	28 Mars 2013
Soumission d'une NO au FIDA pour mobiliser les montants à rembourser aux OPA sur le don FIDA (dans le cadre des montants engagés en 2011)	UNC, FIDA	Avril 2013

33. **Financement des conventions.** Bien que la plupart des OPA n'aient pas enclenché le mécanisme de versement de la seconde tranche (activable lorsque 80% de la première tranche a été justifié financièrement et techniquement), certains obstacles ont été relevés pour les OPA désireuses d'obtenir leur seconde tranche de financement dans le cadre des conventions 2012. Dans la plupart des cas, les pièces justificatives techniques manquaient et la non application du principe de fongibilité des fonds au sein des activités d'une même convention sont à l'origine des retards accusés.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Les OPA transmettent mensuellement aux URC (qui elles-mêmes les transmettent à l'UNC) les justificatifs des dépenses et les rapports techniques et financiers, sans attendre d'atteindre les 80% (en considérant la fongibilité des fonds) selon les modalités de fongibilité définies lors de l'atelier sur la gestion financière (voir DT VII)	OPA, URC	Continu
Dans le cadre des conventions, à la réception des dossiers de demande de versement de fonds, l'UNC notifie au partenaire, dans un délai de 15 jours, si le dossier est conforme ou lacunaire	UNC	Continu

34. **Convention biannuelle⁴.** Afin d'alléger les procédures administratives et réduire les délais dans le démarrage des activités, des conventions biannuelles ont été adoptées. Durant la mission, une séance de travail commune présentée par l'URC de Kankan à la CNOP-G nationale, les CTR et toutes les OPA a eu lieu sous forme de lecture détaillée de tous les articles de la convention biannuelle menant à une compréhension partagée et une appropriation collégiale de ses clauses. En plus de la satisfaction générale d'avoir eu l'occasion de contribuer à la rédaction de la convention, cette séance de travail a permis au projet de rappeler certains principes qui doivent faciliter la mise en œuvre du programme de travail couvert par la convention.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Achever la signature des 11 conventions biannuelles (2013-2014) et la mise à disposition des fonds de la première tranche	CNOP-G, OPA, UNC, FIDA	Au plus tôt

35. **Au niveau des infrastructures rurales.** Pour le PTBA 2013, les objectifs quantitatifs et qualitatifs ont été revus comme recommandé par la mission d'appui technique de novembre 2012, pour s'arrimer aux cibles globales du Programme et aux capacités réelles d'intervention des OPA. Le chronogramme établi lors des dernières missions et dont l'objectif était d'accélérer l'exécution des activités n'a pas été respecté.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Intégrer les observations de la mission en vue de l'amélioration des DAO pour la construction du siège de la CTR/MG	IC, URC	Avril 2013
Systématiser la construction des sièges des OPA (CTR et fédérations) suivant le modèle de DAO final de la CTR/MG (plan type) après mise à jour de la fondation tenant compte de la topographie du site	UNC, URC, OPA, IC	Continu
Accélérer et finaliser le processus de contractualisation des STE pour la prise en charge et la mise en place d'un dispositif durable (périmètres, pistes, magasins)	OPA, URC, STE	Avril 2013

⁴ Voir Document de Travail V : exemple de convention biannuelle

Sous-composante A2 : Appui économique aux OP

36. **Crédit intrants agricoles.** Tout en reconnaissant les bénéfices inhérents au crédit intrant, le projet continue à faire face à des problèmes de recouvrement, ce qui pénalise la pérennisation de ce mécanisme d'appui aux OPA.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
La CNOP-G renforce son dispositif de sensibilisation des OPA jusqu'à la base concernant le remboursement des crédits intrants	CNOP-G, OPA	Avril 2013
Les OPA doivent recouvrer la totalité du crédit intrants agricoles	OPA	Septembre 2013

37. **Equipements et mécanisme agricole.** Le dispositif de subvention des équipements agricoles des OPA par le PNAFA pose certains défis, notamment dans la mobilisation des contreparties des bénéficiaires individuels. Sur la base de la stratégie proposée dans le cadre de l'extension géographique du PNAFA en Basse-Guinée et Faranah⁵, la mission suggère un nouveau dispositif destiné aux groupes, sous réserve de mise en place de comités de gestion, ainsi que la responsabilisation des OPA dans les commandes et acquisitions de ces équipements⁶.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
La CNOP-G accompagne les OPA dans leur réflexion sur le réaménagement du dispositif de mise à disposition des équipements (notamment en incitant les bénéficiaires au sein des mêmes OPA à s'unir pour une demande groupée)	CNOP-G, CTR, OPA	Fin mai 2013
Adopter le mode d'attribution des équipements aux groupes plutôt qu'à des individus et modifier le manuel d'exécution du PNAFA en conséquence	UNC	avril 2013

38. **Activités de transformation et de commercialisation.** En l'absence du dispositif d'appui à la commercialisation et malgré la faible présence d'activités relatives à la commercialisation dans les PTBA de 2013 des OPA, celles-ci ont déjà commencé à mettre en œuvre et tester des approches⁷ en collaboration avec la CNOP-G (warrantage, coopératives de commercialisation, partenariat avec les commerçants, etc.). La Cellule Technique Nationale de la CNOP-G a organisé en octobre 2012, avec les chargés de commercialisation de leurs CTR et des Fédérations, un atelier pour partager les acquis et définir une stratégie au niveau national. Le point faible relevé lors de l'atelier est le manque d'accès des OPA au financement de la commercialisation. A titre d'exemple, la FPDF souhaite d'ores et déjà réorienter la seconde tranche du fonds de garantie prévu pour l'accès aux intrants vers un fonds de commercialisation pour la gestion de sa plateforme de stockage/commercialisation.

39. Suite à la mise à disposition par le gouvernement d'un fonds de crédit au bénéfice des institutions de micro-finance à des taux préférentiels et compétitifs, la mission propose d'envisager l'accès à ces sources de crédit comme outil au financement pour des activités de commercialisation.

⁵ (extrait du DCP PNAFA-extension BGF § 50) Le Programme appuiera les OPA dans l'acquisition d'équipements de mécanisation essentiels pour la modernisation des filières ciblées et adaptées aux besoins des petits exploitants. Le Programme mettra à disposition des fédérations des lignes budgétaires annuelles pour l'acquisition groupée d'équipements. Deux catégories d'équipements seront subventionnées: (a) les équipements légers; (b) les équipements moyens. Les cibles des équipements légers seront des groupements de femmes et des personnes vulnérables dans des zones marginales. Les cibles des équipements moyens seront des groupements ou unions membres des fédérations. Priorité sera donnée aux groupements de base composés essentiellement de femmes et/ou de jeunes, aux zones démunies, et aux groupements et villages ne disposant pas déjà de ce genre d'équipements. La formation en gestion et entretien des équipements sera organisée par les fédérations avec un financement du Programme.

⁶ voir Document de Travail IV

⁷ voir Document de Travail IV

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
A la revue à mi-parcours du PTBA 2013, ajouter en priorité des activités en lien avec la commercialisation/post-récolte des OPA (voir liste dans le document de travail IV)	CNOP-G, UNC, OPA	Juin 2013
La FPDF soumet une note décrivant les modalités de gestion du fonds de commercialisation et ses indicateurs de performance pour réorienter la seconde tranche de son fonds de garantie intrants vers un fonds de commercialisation	UNC, FPDF	Avril 2013
Inventorier les besoins des fédérations au niveau des activités de valorisation, transformation et commercialisation et organiser des échanges d'expérience entre OPA sur les thèmes retenus	CNOP-G, OPA	En 2013
Compléter l'annuaire des acteurs des filières agricoles en Guinée et y inclure les principaux opérateurs de marchés (toutes filières confondues) afin de faciliter l'identification de niches commerciales potentielles et ainsi orienter les différentes techniques de transformation (contacts à prendre lors de l'organisation des CAR et mini-CAR)	UNC, CNOP-G	Aout 2013
Etudier l'opportunité des OPA à accéder aux fonds mis à la disposition par le gouvernement aux IMF à des taux compétitifs pour financer des activités agricoles	UNC	Avril 2013

40. **Evaluation économique des OPA.** En octobre 2012, l'agence de notation indépendante SCOPEInsight a été mobilisée par le PNAFA pour conduire des évaluations pilotes de 5 Fédérations et Unions membres de la CNOP-G. Les évaluations pilotes ont mis en lumière : (i) le niveau de solvabilité inégal entre les OPA évaluées (seules les 3 OPA de Moyenne Guinée ont atteint le seuil de solvabilité), (ii) l'importance de la gestion financière au sein des OPA dans un contexte de professionnalisation. Ces évaluations mettent en exergue la solvabilité potentielle d'une OPA, en particulier sur les aspects économiques et financiers, dans l'objectif de leur faciliter l'accès au crédit ou les partenariats avec d'autres acteurs économiques des filières.

41. Durant la mission, il a été rappelé que les indicateurs choisis par SCOPEInsight pour évaluer la maturité économique des OPA devraient permettre de renforcer tant le système de suivi et évaluation du PNAFA que le Dispositif Institutionnel Participatif (DIP) de la CNOP-G, ce qui consoliderait davantage le cadre d'évaluation du degré de maturité des OPA. Dans son PTBA 2013, l'UNC a prévu de mobiliser à nouveau ScopeInsight pour évaluer d'autres OPA en Haute Guinée et en Guinée Forestière.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
L'UNC organise une réunion de concertation entre ScopeInsight/CNOP-G/PNAFA en amont de la prochaine évaluation de ScopeInsight pour (i) adapter l'outil au contexte des OPA guinéennes, (ii) discuter de la complémentarité entre l'outil ScopeInsight et le DIP de la CNOP-G, (iii) présenter l'outil ScopeInsight aux banques et encourager la préparation d'un Plan d'Affaire entre OPA et entités de finance rurale pour faciliter l'obtention de prêts	UNC, CNOP-G, SCOPEInsight	Juin 2013
Intégrer les indicateurs pertinents issus de l'outil ScopeInsight au sein du SSE	UNC	Juin 2013

42. Infrastructures rurales.

FPDF. Pour l'aménagement/réhabilitation des périmètres, tous les marchés (28ha de Nombé et 40ha de Tokosséré) ont été attribués avec signature des contrats, sauf 100ha à Tokosséré pour lesquels le lancement de la procédure a été stratégiquement retardé et dont le début des travaux est envisagé pour la fin d'année 2013. Un Bureau d'étude (SOGEEC-AGHI) a été recruté (1^{ère} tranche payée) pour l'étude technique d'aménagement de 140ha.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Initier et accélérer la contractualisation des STE pour la constitution, la formation (théorique et pratique) et l'accompagnement des comités d'entretien des infrastructures	OPA, URC, STE	Avril 2013
Produire le DAO type des magasins de 125m ² par l'accélération du	UNC, DNGR	Avril 2013

processus auprès de la DNGR en vue de leur utilisation le plus tôt par les OPA		
Veiller à l'établissement des calendriers d'exécution des travaux qui ne remettraient en cause ni la qualité des travaux déjà réalisés ni les délais d'exécution de ces travaux	IC, STE, URC, UNC, OPA	Continu
Améliorer les DAO et l'exécution en cours des travaux par la prise en compte des observations/remarques de la mission	URC, STE, IC	Continu
Diligenter la réalisation des enquêtes et études non encore réalisées	URC, OPA, IC, STE	Continu
Accélérer le recrutement des prestataires pour un démarrage rapide de l'exécution des travaux (liste restreinte, allotissement, appel d'offre régional, etc.)	OPA, URC	Continu
Veiller à la mobilisation des contributions des bénéficiaires en qualité et dans les délais requis	OPA, URC, IC, STE	Continu
Améliorer l'enquête de référence réalisée sur les 25ha périmètres de la FUMA par le complément d'informations pourvues	BTGR Kankan, URC, FUMA	Avril 2013

Composante B : Appui aux services publics et à la finance rurale

Sous-composante B1 : Appui aux services publics

43. **Appui/conseil aux membres des OPA.** La mission a salué le bon niveau général du personnel technique des OPA et des CTR de la CNOP-G, la promotion des jeunes dans l'ensemble des équipes techniques et leur dynamisme. En Haute Guinée, la convention avec l'ANPROCA a été tardive mais est maintenant effective.

44. Malgré les signatures tardives des contrats d'appui et de prestation de services avec les différents partenaires (STE, CAFODEC, ...), ceux rencontrés reconnaissent participer au processus d'élaboration du PTBA en collaboration avec les URC, CTR et OPA. Cependant, des efforts restent encore à déployer afin d'accentuer cette implication et ainsi privilégier le travail conjoint et soutenu avec les CTR de la CNOP-G qui pourrait se matérialiser par la réalisation de plans d'action tenant compte des réalités et spécificités des régions agro-écologiques. Des visites concertées entre la recherche, la vulgarisation, les techniciens des CTR avec les OPA directement sur leurs lieux de production pourraient être organisées sur initiative des CTR et URC régionales.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Diligenter la finalisation et la signature des contrats avec les STE et autres partenaires	UNC	Avril 2013
Se renseigner auprès du Ministère des Finances sur la disposition de contractualisation des services techniques de l'administration dépourvus de compte bancaire et proposer une solution au problème	UNC, URC	Mai 2013
En Haute Guinée, organiser une réunion de prise de contact avec les services techniques de l'ANPROCA afin de s'assurer (i) de la complémentarité entre les missions des conseillers agricoles des services publics et des conseillers de zone, (ii) de la coordination des activités d'appui des 3 différents types de conseillers	CTR-HG	avril 2013
Systématiser la concertation régulière entre les techniciens des OPA, des CTR et des services techniques de l'état dans les régions	Les CTR de la CNOP-G	2 à 3 réunions annuelles
Sensibiliser les OPA sur la possibilité de mettre à disposition certains conseillers de zone des CTR au sein de leurs équipes techniques en complément aux appui délivrés par les STE	CNOP-G, CTR	

45. **Maitrise des itinéraires techniques.** Les visites de terrain au niveau du maraichage et des magasins de conservation de la FUMA et de FEPRORIZ montrent qu'il existe un besoin réel de formation sur les itinéraires techniques. Des thèmes de formations formulées sous forme de paquets technologiques complets selon la filière considérée devraient être contractualisés avec les services techniques au profit des OPA. Il est envisageable que les conseillers de zone (CZ) des CTR suivent,

sur un certain nombre de ces paquets, une formation intensive délivrée par des équipes de la recherche et de la vulgarisation avant d'être déployés dans leurs zones respectives d'intervention.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Contractualiser des thèmes de formations formulées sous forme de paquets technologiques complets selon la filière considérée avec les services techniques au profit des OPA	CTR, STE, URC	Juin 2013
Les conseillers de zone recrutés au niveau des CTR devraient suivre une formation intensive (semence et fertilisation) offerte par des équipes de la recherche et de la vulgarisation (CRA et ANPROCA Régionaux) avant le déploiement dans leurs zones d'intervention respectives	CTR, URC	Juin 2013

Sous-composante B2 : Appui à la finance rurale

46. **Partenariat avec CAFODEC.** En 2012, l'ONG CAFODEC a renforcé les capacités, sensibilisé les groupes cibles et a assaini le portefeuille des ASF. De manière générale, l'exécution des activités a permis, entre autre, de: i) rendre effective l'implication des autorités et leaders locaux dans les interventions sur le terrain, assainir le portefeuille de crédit des ASF passant de 1 151 231 100 GNF d'impayés à 560 201 140 GNF soit un taux de recouvrement qui est passé de moins de 7,25% en 2011 à 54% à fin 2012.

47. **Tableau de bord pour ASF.** La mission a apprécié la mise à disposition d'une structure de base de donnée (format de rapport et un tableau de bord) pour permettre aux superviseurs un suivi et évaluation des performances des ASF cependant, cet outil n'est pas utilisé.

48. Les lettres de mission, l'évaluation périodique des Assistant Technique Régionaux ainsi que ligne de refinancement au profit des ASF ne sont pas opérationnels. Dans la Haute Guinée, le répondant régional du Chef de projet n'a pas été positionné pour coordonner les actions de ces superviseurs.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Intensifier les actions de recouvrement afin d'assurer la couverture du passif exigible et relancer au besoin les activités de crédit	CAFODEC	Continu
Pourvoir au poste d'Assistant Technique Régional au Chef de projet dans la Haute Guinée	CAFODEC	
Produire annuellement un plan de renforcement des capacités des acteurs des ASF	CAFODEC	Avril 2013
Mettre en œuvre un système de suivi, de rapportage et de capitalisation plus efficace afin de rendre plus performants les différents maillons de la chaîne d'appui	CAFODEC	Juin 2013
Prendre les dispositions pour rendre effective la mise en place de la ligne de refinancement au profit des producteurs ruraux à travers les ASF	PNAFA, à ATI et à CAFODEC	Décembre 2013
Mettre en exécution toutes les recommandations de la mission de supervision de septembre 2012 non réalisées (voir appendice 3a)	PNAFA, CAFODEC et ATI	Sans délai

49. **Notation CAFODEC Finances SA.** Une des recommandations émanant de la mission de formulation du PNAFA-extension BGF de février 2013 était de lancer un audit de CAFODEC Finances SA afin d'évaluer sa capacité à accompagner les ASF dans leur processus de professionnalisation et pérennisation. L'étude devrait pouvoir démarrer début avril mais le risque persiste de ne pas avoir les résultats de l'audit dans les délais initialement impartis.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Diligenter les études d'audit de CAFODEC ONG (au niveau du PADER) et CAFODEC Finances SA (au niveau du PNAFA) afin que les résultats soient partagés avec le Ministère de l'Agriculture, CAFODEC, les ASF, la Banque Centrale et les bailleurs pour présenter les deux options d'institutionnalisation et choisir une stratégie	UNC, ATI, PADER, MinAgri et autres partenaires	JuinSSE 2013

50. **Mise en œuvre de la convention avec CAFODEC.** Au premier trimestre de 2013, la mission constate que CAFODEC n'a pas encore soumis au PNAFA les justifications pour l'ensemble des préfinancements nécessaires au remboursement de son reliquat de 2012. Les autres activités non réalisées au titre de 2012 par CAFODEC sont relatives à la mise en place des structures faitières régionales des ASF, de recrutement des gérants et caissiers et les voyages d'études.

51. Le renouvellement du contrat pour 2013 devrait se faire suite à une évaluation de la mise en œuvre de la convention 2012 qui accuse un sérieux retard. A l'issue de l'audit de CAFODEC Finances SA, la stratégie pour la professionnalisation, pérennisation et institutionnalisation des ASF sera arrêtée et clairement intégrée dans la prochaine convention.

52. La mission a rappelé l'utilité des ASF pour le financement des activités agricoles pour pallier à l'inexistence des structures de financement local. Une mise en relation des ASF et des démembrements des OPA serait un atout. L'amélioration de la gouvernance au sein des ASF et de la performance des appuis de CAFODEC est donc vivement souhaitée.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Prendre les dispositions à temps pour évaluer et renouveler le contrat d'assistance internationale qui a pris fin en février 2013 et celui de CAFODEC qui a pris fin en décembre 2012	PNAFA, CAFODEC et ATI	Avril 2013
Prendre des mesures pour éviter en 2013, les retards constatés dans la signature des conventions pour l'OPM et l'ATI, la production des rapports, la justification des dépenses et la mise à disposition des ressources financières et moyens logistiques pour améliorer la mise en œuvre des activités.	PNAFA, CAFODEC	Continu
Organiser les voyages d'échanges pour les superviseurs et les élus de la zone PNAFA pour se rendre dans Basse Guinée afin de partager les expériences en matière d'appropriation des formations, de gestion et de bonnes pratiques développées par les gérants et les élus	CAFODEC	Septembre 2013

53. **Partenariat dans la professionnalisation des AFS en Guinée.** La mission a pu percevoir un certain engouement de la part des bailleurs de fonds et partenaires (TRIAS, PNUD, Consortium des ONG italiennes, FIDA et BAD) au sujet de la stratégie de professionnalisation et pérennisation des ASF. Dans un effort de complémentarité des interventions, il est conseillé, dès que les résultats des audits de CAFODEC ONG (PADER) et CAFODEC Finances SA (PNAFA) seront connus, d'organiser une réunion afin de partager les approches, intérêts et axes possibles de collaboration.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Organiser une rencontre pour la définition d'axes de collaboration au niveau de la structuration et pérennisation des ASF en Guinée	UNC	Juin 2013

Composante C : Coordination du programme, suivi-évaluation et gestion des savoirs

54. **Soumission et approbation du PTBA.** Le processus de planification, d'agrégation du PTBA, d'élaboration des conventions et de mise à disposition des fonds a accusé du retard pour la mise en œuvre des activités du PTBA 2012. Ainsi, la signature tardive des conventions et la mise à disposition retardée des fonds n'ont laissé que peu de temps aux partenaires pour réaliser leurs activités. La principale mesure prise pour alléger le processus dès 2013 a été l'élaboration d'un modèle de conventions biannuelles pour les OPA, la CTN de la CNOP-G et ses CTR (soit 11 conventions).

55. Le processus de planification du PTBA 2013 qui s'est achevé entre septembre et décembre 2012 a rencontré toutefois quelques défaillances :

- (i) le non cadrage budgétaire des enveloppes allouées aux activités des sous composantes A1 et A2 en amont de la planification a conduit à des révisions à la baisse d'environ 50% des budgets proposés dans les PTBA 2013 des OPA et de la CNOP-G à l'occasion du Comité de Pilotage et de la réunion *ad hoc* qui a suivi
- (ii) Les CAI n'ont pas pu jouer leur rôle de filtre et d'arbitrage
- (iii) La confidentialité des budgets du PTBA 2013 n'est pas assurée pendant les sessions de mini-CAR, de CAI, ni pendant le CP de fin d'année. Cela remet en question la réelle concurrence des soumissionnaires lors des appels d'offre lancés par les OPA

56. Les guides d'animation des mini-CAR et CAR élaborés par la CNOP-G ne tiennent aujourd'hui pas compte : (i) des enjeux liés aux budgets discutés lors de ces réunions, (ii) du niveau de maturité global des OPA qui disposent aujourd'hui toutes d'un POA⁸.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Soumission à l'UNC d'un canevas de PTBA	FIDA	Mai 2013
Un cadre budgétaire sera proposé par l'UNC et la CNOP-G et aux OPA à partir des capacités de décaissements des années précédentes. Ce cadre évoluera en fonction des bonnes réalisations physiques et financières durant la convention biannuelle	UNC, CNOP-G	Mai 2013
Soumission des PTBA 2014 et 2015 approuvés par le CP au plus tard à la fin de la première quinzaine du mois de Novembre (en considérant qu'une révision du PTBA 2015 pourrait intervenir à mi-parcours)	UNC, CNOP-G, OPA	Novembre 2013
FIDA accorde sa NO sur le PTBA avant la fin du mois de Décembre	Ministère de l'Agriculture, FIDA	Décembre 2013
La CNOP-G actualise le guide d'animation des CAR et mini-CAR	CNOP-G	Mai 2013
La CNOP-G et l'UNC produisent un guide d'animation des CAI qui révisent leur fonctionnement et composition (voir Document de Travail IV)	CNOP-G, UNC	Août 2013

57. **Comité de pilotage et préparation au démarrage PNAFA-extension BGF.** En 2012, la surreprésentation du Comité de Pilotage a compliqué le processus d'approbation des PTBA pour 2013 provoquant ainsi certains retards notables.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Le nombre de membres du comité de pilotage du PNAFA sera limité à 15 (y compris pour la Basse-Guinée et la région de Faranah avec les leaders des organisations paysannes représentant au moins 50% du quorum) avec l'UNC assurant le secrétariat	Ministère de l'Agriculture	Mai 2013
Préparation du démarrage des activités suivantes pour l'extension PNAFA en BGF : (a) la sensibilisation des organisations paysannes en Basse-Guinée et à Faranah ; (b) la préparation des PTBA ; (c) la préparation des conventions avec la CNOP-G et les fédérations ; (d) l'organisation des enquêtes de référence ; (e) la mobilisation des conseillers de zone afin de démarrer les activités de structuration	UNC, CNOP-G	Mai 2013
Démarrer le processus de recrutement du personnel de l'URC Basse Guinée	UNC	Septembre 2013

58. **Coopération avec les autorités ministérielles.** Pour assurer une mise à disposition efficace des fonds au bénéfice de la composante A1, la mission recommande d'ajuster le processus d'approbation des DPD (Demande de Paiement Direct) de plus d'1 milliard GNF actuellement en vigueur : à la différence du traitement à appliquer dans la signature des contrats de prestation de service, la responsabilité pour la signature des conventions sera logée au niveau de l'UNC avec visa du Président du CP.

59. Sur le plan du financement des infrastructures, la mission sollicite la signature urgente du courrier soumis à l'attention du Ministère de l'Economie et des Finances de la part du Ministère de l'Agriculture rassurant l'OFID sur le respect des prérequis qui permettra le versement sur le compte spécial du dépôt initial du prêt.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
La signature des conventions avec OPA, CTR et CNOP-G se fera au niveau de l'UNC avec visa du Président du CP	UNC, Min Agri	Immédiat
Diligenter la signature du courrier destiné à l'OFID pour permettre l'avènement du premier versement des fonds relatifs au prêt qui financera le volet infrastructure rurale	Ministère de l'Economie et des Finances, Ministère de l'agriculture	Au plus tôt

⁸ Des propositions pour l'amélioration des mini-CAR, CAR et CAI sont proposées dans le DT n. IV

60. **Coordination du Programme au niveau des infrastructures.** L'organisation d'une mission de terrain conjointe STE-URC a permis d'identifier les infrastructures⁹ non achevées par le PPDR. Le processus de construction du siège de l'UNC souffre toujours de l'absence d'un site attribué au Programme.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Prendre des dispositions avec l'entreprise et l'IC pour le remplacement du deuxième portail par un portillon et un dispositif d'éclairage de la cour du siège, sans incidence financière	URC, IC	Mai 2013
Accélérer le processus de construction du siège de l'URC/Nzérékoré dès réception des OTF des entreprises	UNC, URC	Mai 2013
Continuer les investigations en vue de l'acquisition d'une parcelle pour la construction du siège du bureau de l'UNC	UNC	Novembre 2013
Pouvoir d'urgence l'URC de Kankan d'un forage à pompe électrique pour l'adduction en eau potable du siège par une contractualisation avec le SNAPE	UNC, URC, SNAPE	Mai 2013
Produire une version améliorée du DAO de la réhabilitation du siège de l'URC/Kankan en intégrant les remarques de la mission	UNC, URC	Mai 2013

61. **Communication, dialogue et partenariat.** La mission salue l'initiative de l'UNC de mettre en place, dès 2013, 4 réunions annuelles entre l'UNC et la CNOP-G (2 avec les techniciens et 2 avec les élus), ce qui permettra de diligenter la gestion des certains goulots d'étranglement et de renforcer le partenariat soutenu entre ces 2 entités.

62. La mission suggère fortement de revoir le format de présentation des accomplissements du projet pour qu'il informe sur les résultats et impacts (plutôt que sur les activités) avec pour feuille de route la liste des recommandations des missions précédentes et leur degré d'exécution.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Organiser au moins 4 réunions annuelles (2 au niveau politique et 2 au niveau technique) entre l'UNC et la CNOP-G sur des défis et thématiques spécifiques	UNC, CNOP-G	Continu
Soumettre à l'UNC un canevas de présentation des accomplissements du projet pour les missions de supervision orienté vers les résultats et qui tienne compte du niveau d'exécution des recommandations des missions précédentes	FIDA	Mai 2013
Préparer conjointement un format de restitution de l'état d'avancement de mise en œuvre des activités à l'égard des URC, CTR et OPA axé sur les résultats et les impacts (sur base du format soumis par le FIDA)	UNC, CNOP-G	Juin 2013

63. **Suivi et Evaluation.** L'enquête SYGRI a été menée à bien et les indicateurs renseignés pour 2012. Dans cette phase d'extension du PNAFA, le SSE informatisé se révèle clé afin de permettre le suivi des réalisations et impacts respectifs pour chaque projet (PNAFA en Haute, Moyenne Guinée et Guinée Forestière et l'extension du PNAFA en Basse-Guinée et Faranah). Ainsi, l'harmonisation des indicateurs des 2 cadres logiques est en phase terminale et sera reflétée par une désagrégation en fonction des zones géographiques d'intervention. Le manuel d'opération du SSE sera ainsi révisé pour tenir compte de cette couverture nationale.

64. Afin de capturer toutes les dimensions dans lesquelles le projet aura un impact, les outils de collecte devront tenir compte des indicateurs nouvellement introduits dans le cadre logique révisé suite à l'extension en Basse Guinée et Faranah. A l'instar du PADER, la méthodologie pour le décompte des bénéficiaires indirects servira à affiner le suivi des résultats et l'évaluation des impacts sur la situation de vulnérabilité alimentaire des bénéficiaires.

⁹ 12 dalots et un pont de 30ml (localisés sur 2 pistes de 25 et 28 km respectivement), un hangar et 40,04ha de périmètre répartis sur 18 site

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
En prévision de l'extension du PNAFA en Basse-Guinée et Faranah : i) intégrer les cadres logiques du PNAFA HFM et PNAFA-extension BGF en tenant compte de la diversité des spéculations ciblées, ii) adapter les outils de collecte et les partager avec les CTR régionales, iii) initier les enquêtes SYGRI et socio-économique pour la Basse-Guinée et Faranah	UNC	Mai 2013
Adapter la méthodologie du PADER pour le décompte des bénéficiaires indirects au PNAFA à l'échelle nationale (en différenciant PNAFA HFM et PNAFA-extension BGF)	UNC	Mai 2013
Réviser le manuel d'opération et adapter la base de donnée du SSE pour différencier les indicateurs relatifs au PNAFA-HFM et PNAFA-extension BGF	UNC	Septembre 2013
Systématiquement partager avec l'ANASA (Agence Nationale des Statistiques Agricoles) les résultats des études SYGRI et socio-économique	UNC	Septembre 2013
Développer une stratégie de renforcement des capacités du SSE du Ministère de l'Agriculture pour un meilleur suivi de l'impact des projets et des résultats des campagnes agricoles	UNC	Septembre 2013

65. **Gestion des connaissances et visites d'échange.** La CNOP-G a dans ses prérogatives de planifier et d'accompagner la capitalisation des expériences des OPA et les visites d'échange entre OPA, en particulier sur les thèmes économiques.

66. Dans le cadre du Don Agricord géré par la division technique du FIDA et mobilisé sur le portefeuille de Guinée, l'AFDI (Agriculteurs Français et Développement International) a été sollicité pour apporter un appui à la CNOP-G dans l'organisation de visites d'échanges au bénéfice de ses OPA membres.

67. Dans le cadre du support régional apporté par IED Afrique (Innovations, Environnement, Développement) sur les capacités des projets FIDA en gestion des connaissances, des entretiens ont eu lieu entre l'organisation et le projet afin de définir conjointement les besoins en terme d'accompagnement et d'aligner les différentes initiatives dans le domaine afin d'assurer cohérence et complémentarité.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Intégrer dans le Plan d'Action de gestion des connaissances les différentes initiatives de gestion des connaissances entre le projet PNAFA, PADER et la CNOP-G (avec IED, AFDI, atelier de clôture du PADER)	UNC PNAFA, UNC PADER, CNOP-G	31 Mai 2013
La CNOP-G et l'AFDI planifient le programme de visites d'échanges au bénéfice des OPA	CNOP-G, AFDI	Mai 2013

68. **Gestion du personnel.** L'URC de Nzérékoré s'est vue affaiblie par la démission du comptable de l'unité régionale, ce qui risque de poser problème si la situation persiste. La mission insiste pour que le recrutement se fasse dans les meilleurs délais et qu'un atelier de team building se tienne au plus vite pour toute l'équipe.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Diligenter le processus de recrutement pour le remplacement du comptable démissionnaire à l'URC de Nzérékoré	UNC	Avril 2013
Organiser un atelier de team building	UNC	Avril 2013

E. Aspects fiduciaires

69. **Gestion financière.** Les mécanismes de reporting et de suivi financier entre le PNAFA et les OPA ont commencé à fonctionner mais, comme il est indiqué dans le tableau de suivi des recommandations de la dernière mission, l'application des mesures convenues n'a pas été généralisée. Un mini-atelier a été organisé à Conakry pendant deux jours, avec l'ensemble du

personnel comptable et financier des OPA, des URC et de l'UNC, durant lesquels toutes les recommandations ont été revues et précisées du point de vue de leur application pratique. Il a été noté que certaines procédures n'avaient pas été appliquées par manque d'informations de la part de certains agents. **Cette performance est moyennement satisfaisante.**

70. **Décaissements.** Les appendices 3A pour chaque financement du FIDA indiquent un taux de décaissement de respectivement de 61,81% sur le prêt No. 589, 38,47% sur le don No. 8064, 4,17% sur le don No. 8091. Le taux de décaissement sur la contrepartie gouvernementale globale prévue de 5 000 000 USD est à ce jour de 98 653,26 USD, soit 2%. Le taux de réalisation de la contribution des bénéficiaires est de 1,4% à ce jour, sans valorisation et comptabilisation des contributions en nature. Le taux de décaissement est **moyennement insatisfaisant.**

71. **Pour le prêt OFID,** le Conseil National de la Transition (CNT) a ratifié l'Accord de financement le 12 octobre 2012 et l'OFID a accepté de proroger la date de la mise en vigueur du Prêt au 31 octobre 2012. La Cour Suprême a donné son Avis Juridique au 31 octobre 2012 et la mise en vigueur a été notifiée en date du 12 novembre 2012. La première DRF, d'un montant de 700 000 \$ USD représentant l'avance initiale, a été préparée le 21 février et envoyée à l'OFID et au FIDA.

72. **Processus de clôture du prêt No. 589.** En ce qui concerne le compte du prêt qui avait été octroyé à l'ancien projet PRODAD et qui doit être clôturé au 31 mars 2013, tous les reliquats de fonds 2011 sur ce prêt qui étaient inutilisés au niveau des OPAs, ont fait l'objet de virement à l'UNC à la date du 26 mars. L'UNC va procéder au reversement de ces fonds dans le compte indiqué par FIDA, dans les prochains jours. Les véhicules et motos qui avaient été achetés au titre du PRODAD ont été répartis en 2011 (pour les motos) et en 2012 (pour les véhicules) entre les ministères de l'Agriculture et des Finances, les OPA, les URC et l'UNC.

73. **Préparation et traitement des DRF¹⁰.** Le rythme de préparation des DRF est **globalement satisfaisant** : les taux de réapprovisionnement avoisinent les 30% recommandés par le FIDA (entre 25 et 27%) sur le don 8064. Pour le prêt 589, les DRF ont porté sur des montants inférieurs à ce seuil du fait de la situation de pré-clôture du compte. Cependant, l'efficacité dans le traitement des données comptables pour les DRF, n'est pas encore obtenue, car un traitement manuel est effectué sur Excel en plus de la tenue de la comptabilité sur Success au niveau de l'UNC, ce qui crée une surcharge de travail et un allongement des délais dans la production des états financiers.

74. Par ailleurs, la recommandation faite au niveau de la gestion financière (voir ci-dessous) permettra de disposer mensuellement des justificatifs des URC, de les vérifier et de les intégrer dans la DRF du mois suivant, pour éviter les longs délais entre la date de la dépense et sa soumission en DRF.

75. **Vérification des États certifiés de dépenses (ECD).** Les conclusions de la vérification des pièces justificatives des dépenses éligibles sous ECD **sont partiellement satisfaisantes.** En effet, sur les tests effectués, il y a des dépenses de carburant dont les factures à la pompe ne sont pas jointes, bien que la mission ait eu effectivement lieu. Par ailleurs, les factures et états de paiement ne sont pas toujours estampillés « Payé » pour éviter un double emploi.

76. **Exécution PTBA 2012.** Le taux d'exécution du PTBA 2012 de 68,3 milliards de FGN (9,8 millions USD) est de 43%, selon les chiffres obtenus par consolidation sur Excel. Le taux d'exécution **est moyennement insatisfaisant.** Le PNAFA a pris les mesures nécessaires cette année pour réduire le retard dans les décaissements : toutes les conventions sont signées à ce jour, les paiements sur les comptes désignés ainsi que les DPD sont en cours d'élaboration pour paiement avant le 15 avril.

77. **Situation et analyse de la trésorerie¹¹.** La situation de la trésorerie est de 47% du montant de l'avance sur le compte du don 8064. Le compte du don 8091 présente un solde de 21% sur l'avance de démarrage. Des dépenses encourues à date pour un montant de 185 624,22 USD qui ne sont pas encore soumises en DRF de justification de l'avance. Pour le compte du prêt 589, un montant de 439 550 USD (soit 63%) a déjà été recouvré. Des DRF ont envoyées pour un total de 221 498 USD (soit 32%) et peuvent être pris en recouvrement. Le recouvrement complet de l'avance initiale devrait être effectif d'ici à la fin du mois d'avril pour les 5% restants. La situation de trésorerie

¹⁰ Les tableaux des DRF établis sur le prêt et les 2 dons du FIDA sont présentés en annexe.

¹¹ Les états de rapprochement des 3 comptes spéciaux sont présentés en annexe.

est satisfaisante, mais pour conserver cet état, voire l'améliorer, le plan de décaissement doit être continuellement mis à jour.

78. **Financement de contrepartie.** Au titre du Programme d'Investissements Publics (PIP) pour 2013, une dotation du Budget National de développement a été allouée au PNAFA pour un montant total de 850 millions de FGN. Ce montant est en cours d'engagement au niveau des Finances.

79. **Dispositions des accords de financement.** Les dispositions sont dans l'ensemble respectées.

80. **Etats financiers 2012.** La mission a revu avec tous les comptables partenaires au programme les rapports financiers des OPA selon le format défini avec le FIDA : état d'exécution budgétaire et grand livre analytique pour la liste détaillée des dépenses, état de la trésorerie (fonds reçus, décaissements, solde rapproché avec le relevé bancaire et le PV de caisse), tableau ressources emplois). Les vérifications des pièces justificatives ont été effectuées par les comptables des URC et le RAF lors d'une mission d'appui au mois de mars. **La présentation des rapports financiers des OPA est satisfaisante.** Cependant, pour une meilleure gestion des conventions signées avec les OPA, à partir de 2013, la mission recommande de fixer par lettre circulaire les règles en matière d'exécution budgétaire : ainsi, après discussions, il a été retenu que, si la réalisation sur le terrain s'avère différente des prévisions, les OPA peuvent, sans dépasser le montant global du budget de la convention et sans autorisation préalable de l'UNC, avoir un dépassement d'un maximum de 30% sur une activité et d'un maximum de 10% pour la Ligne Fonctionnement (sauf pour les Salaires), à condition d'avoir un reliquat équivalent sur une ou plusieurs autres activités. Pour tout autre dépassement probable ou pour l'intégration d'une activité non prévue dans le budget, une autorisation préalable de l'UNC doit être obtenue par écrit.

Au niveau de l'UNC, la décentralisation du Programme a pris de l'envergure en 2012 (par rapport à la situation qui prévalait pour les états financiers 2011) et ce sera encore plus le cas en 2013. Les acteurs et les zones impliquées, ainsi que les sources de financement et comptes à consolider se sont accrus. **Les états financiers consolidés du PNAFA est en cours de finalisation.**

81. **Audit.** La mission a noté que la procédure de sélection du cabinet d'audit est en cours. Les offres des cabinets présélectionnés seront reçues le 1^{er} avril et l'adjudication puis la signature du contrat sont prévues pour la mi-avril. Un calendrier a été convenu avec l'ensemble de l'équipe fiduciaire du programme pour permettre l'envoi du rapport au FIDA dans la première semaine de juin.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Poursuivre et renforcer l'application mensuelle des dispositions convenues de la gestion financière à tous les niveaux d'exécution du programme (de l'UNC jusqu'aux opérateurs finaux) et systématiser les visites trimestrielles du RAF auprès des OPA et URC régionales	UNC, URC, CTR, OPA	Continu
Utiliser les données analytiques sur Success pour exporter vers Excel et retraiter la présentation pour les formulaires DRF, au lieu de refaire une saisie sur Excel. Ceci, dans l'attente que la recommandation de la dernière mission soit mise en œuvre : demander au fournisseur du logiciel Success d'adapter les formulaires DRF pour avoir une conformité parfaite avec ceux du FIDA	UNC	Continu
Soumettre une DRF de justification pour le montant de 185 624,22 USD. L'UNC demandera ensuite au FIDA de compléter le solde pour atteindre le montant autorisé de 500 000 USD comme avance au compte désigné, les conditions requises pour constituer cette avance initiale ayant été respectées	UNC	Avril 2013
Consolider régulièrement les comptes pour suivre l'exécution budgétaire totale du programme et pour avoir une situation consolidée de la comptabilité générale pour produire les états financiers (tableau ressources emplois, état d'exécution budgétaire, bilan et compte de résultat globaux et documents annexes) dans les meilleurs délais après le 31 décembre	UNC	Continu

82. **Passation des marchés.** L'URC de Kankan à cause de sa tardive mise en œuvre fût la première a bénéficié d'un Plan de Passation des Marchés distinct de celui de l'ensemble du programme. Ce PPM 2012 intégrant les activités de l'UNC et des trois fédérations comporte 14 activités de passation des marchés dont 1 de travaux, 1 de biens et services et 12 de consultants. Le taux d'exécution s'élève à 90 %.

83. Globalement sur l'ensemble du système de passation des marchés des OPA partenaires du PNAFA, la mission a relevé les points positifs suivants : (i) la liste des activités annexées aux conventions des différentes OPA fait l'objet de registre des contrats au fur et à mesure de leur mise en œuvre et est disponible auprès des différentes OPA, ce qui nécessite une mise à jour régulière ; (ii) la qualité des dossiers d'appel d'offres est acceptable dans l'ensemble; (iii) les dispositions de l'accord de prêt et du manuel fiduciaire simplifié des OPA en matière de passation des marchés sont bien appliquées ; (iv) une bonne corrélation entre les activités prévues et autorisées dans le PTBA 2013 et le PPM 2013 de chaque acteur; (v) la composition des commissions de dépouillement est conforme aux normes en la matière.

84. Les principales faiblesses relevées par la mission porte sur : (i) les Procès-Verbaux d'ouverture des plis et les rapports d'analyse et de recommandation d'attribution qui doivent à l'avenir être systématiquement séparés (ii) les listes ou tableaux de répartition entre les bénéficiaires des biens ne sont pas annexés aux procès-verbaux de réception provisoire de certains marchés de fourniture, ainsi que la liste des participants aux différentes formations ; (iii) les paiements de contrat – notamment les avances sont prohibitives – ne respectent pas les clauses classiques des contrats ; l'application des garanties préalables n'étant pas effective, il aurait fallu lier ces paiements à la production de livrables ; (iv) déresponsabilisation dans le suivi des activités de passation des marchés, ce qui entraîne une situation où les informations sont disparates et rend inefficace le système de passation des marchés ou la prolongation effective des délais de validation des étapes; et (v) les pièces constituant la liasse du dossier de chaque marché ne sont pas archivées en un seul lieu.

85. Cette année 2013 a vu naître certains progrès réels au niveau de la maîtrise des outils de gestion, chaque OPA a élaboré son PPM sur la base du PTBA approuvé, ce qui va poser un problème de suivi rapproché. La mission souligne l'importance de renforcement des capacités, d'accompagnement et de coaching qui doit continuer de se faire pour consolider les acquis et doter les OPA de connaissances nouvelles indépendamment des thèmes de formation déjà identifiés.

86. L'appréciation globale de la mission sur la passation des marchés est que celle-ci est **modérément insatisfaisante** et qu'un effort important est exigé au niveau du suivi rapproché des activités des OPA et un appui permanent de l'UNC est requis pour faire en sorte que les ANO soient donnés dans les délais requis par les règles et procédures pour pouvoir atteindre les objectifs dans le cadre de la planification du processus de Passation des Marchés.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Remonter les seuils de revue préalable pour alléger les retards dus à la multiplicité des points de traitement des dossiers de passation des marchés en donnant plus de responsabilité aux URC/UNC	FIDA	Avril 2013
Donner des appuis opérationnels aux OPA dans le cadre des séances d'ouverture, d'analyse et d'évaluation des offres liées aux marchés de grande envergure à cause de l'importance des montants et des prestations en jeu	UNC	Avril 2013
Elaborer un protocole de contrôle de qualité fixant les responsabilités des différents acteurs et les délais de traitement des dossiers pour endiguer les lourdeurs administratives	UNC, FIDA	Avril 2013
Renforcer les capacités des acteurs pour une meilleure internalisation du Manuel Fiduciaire Simplifié des OPA	UNC, CGPF	Continu

F. Durabilité

87. La mission a noté l'existence d'un certain nombre d'acquis qui concourent à inscrire dans la durée les appuis apportés par le PNAFA. Placer les OPA au centre de la planification, de la programmation, de la réalisation et du suivi des activités à exécuter sur le terrain au profit des paysans et de leurs élus est très vraisemblablement la meilleure illustration de cette volonté de s'appuyer sur des structures fortes et pérennes qui vivront au-delà du projet.

88. La mise en place des instances de concertation et la bonne connaissance des processus de déroulement des mini-CAR, des CAR, des CAI planifiés et animés par les OPA et la défense des PTBA lors des Comités de pilotage constituent désormais des acquis internalisés par les OPA.

89. Par ailleurs, la prise en charge du déroulement de l'ensemble des opérations liées à l'acquisition des intrants (semences, engrais et produits phytosanitaires), ainsi que l'initiation d'un fonds garantie par OPA auprès des banques commerciales de la place constituent un autre acquis important qui devrait perdurer.

90. La mise en place i) d'une cellule technique composée essentiellement de jeunes techniciens au niveau de chaque OPA, ii) l'insertion des jeunes (garçons et filles) dans le développement des activités agricoles et iii) les efforts continus envers un partenariat accru avec les services techniques de l'état permettront à moyen et à long termes de développer l'entrepreneuriat agricole encadré sur les différents maillons des filières (production, transformation et commercialisation).

91. Ainsi, les OPA sont donc lancées dans le processus d'autonomisation et de renforcement de leurs capacités afin d'être en mesure, à la clôture du Programme ou à la faveur de l'exécution de projets financés par d'autres partenaires d'élaborer, de faire financer, exécuter et suivre leurs activités de façon avisée, professionnelle et autonome.

G. Conclusion

92. Le FIDA et le Gouvernement guinéen encouragent vivement le PNAFA à faire tout ce qui est en son pouvoir pour i) faciliter à tous les niveaux la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre des conventions avec les OPA et les CTR de la CNOP-G, ii) répondre aux besoins émergents dans le domaine de la commercialisation, iii) promouvoir la structuration des groupements et unions, et iv) assurer une professionnalisation et pérennisation des ASF afin d'offrir des services financiers de proximité, fiables et viables aux petits producteurs agricoles et cela afin d'atteindre les objectifs de 2013 traduits en un niveau d'exécution technique et financière satisfaisant.

93. Le FIDA et le Gouvernement de la République de Guinée approuvent les conclusions de la mission de supervision.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du PNAAFA et notes

Projet 1206 [589] Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles

Faits essentiels

Pays	Guinée			No. du projet	1206	No. du prêt/don DSF	589
Projet	Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles					Prêt/don DSF suppl.	8091
Date de mise à jour	17/06/2013					Conditions de financement	HC
Inst. responsable de la supervision	IFAD						
Nbre de Supervisions	14	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	8				
Dernière Supervision	24/04/2013	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	20/03/2012				

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	05/09/2002			Coût total	47.23	
Accord	27/01/2003	Délai d'entrée en vigueur	23.3	FIDA Total	30.29	
Entrée en vigueur	05/08/2004	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	12.49	53
Examen à mi-parcours				Don DSF	17.80	11
Achèvement	31/03/2017	Dernier amendement		Don FIDA		
Clôture	30/09/2017	Dernier audit	29/06/2012	Financement national total	6.94	
Nbre de prolongations ¹	0			Beneficiaries	1.54	0
				Beneficiaries (sup 2)	0.40	0
				Government (National)	3.51	0
				Government (sup 2)	1.48	0
				Cofinancement total	10.00	
				OFID	10.00	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	3	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	3	2. Exécution du S&E	4	5
3. Fonds de contrepartie	3	3	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	5	4
4. Conformité à l'accord de prêt	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4

¹ Depuis son entrée en vigueur en 2004, le PNAAFA a été financé par une série de prêt et dons qui se sont succédés et qui expliquent l'absence de prolongation du projet. En date (juin 2013), 2 dons sont actifs et un troisième est en cours de formulation pour l'extension en Basse Guinée et à Faranah.

5. Conformité aux règles de passation des marchés	3	3	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	5	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Appui aux OPA et à leurs investissements	5	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	5	5
2. Appui institutionnel et financier	4	4	2. Autonomisation	5	5
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

Les dispositifs de gestion financière du programme (UNC, URC et OP) et le cadre fiduciaire sont moyennement satisfaisants, les recommandations de la dernière mission de supervision n'ont pas été mises complètement en œuvre. Le risque principale pour une exécution performante du projet est directement lié à sa spécificité de renforcer les OPA notamment dans leur propre gestion fiduciaire avec la mise en œuvre totale de leur propre PTBA. La finalisation tardive des conventions avec les OPA met également en péril la réalisation des activités prévues initialement dans le PTBA 2013.

Points positifs : En dehors de la contrepartie mobilisée par le gouvernement pour le don 8091 GN constatée à la supervision de septembre 2012, aucune autre mobilisation n'a été signalée. Le taux de décaissement sur la contrepartie gouvernementale globale prévue de 5 Millions USD, est à ce jour de 98.653,26 USD, soit environ 2%. Celui des bénéficiaires est estimé à environ 1,4%. Le prêt OFID est entré en vigueur et la première DRF égale à 700.000 USD représentant l'avance initiale a été envoyée le 21 février 2013 à l'OFID et au FIDA. Fort de la plateforme déjà développée par le PADER-BGN, le Système de Suivi Evaluation du PNAFA a été mis en place et est maintenant opérationnel. Il permet de faire un suivi efficace de la mise en œuvre des activités sur le terrain par l'UNC, le Ministère de l'Agriculture et tout autre partie prenante qui en exprimerait le besoin.

Avec un budget presque entièrement dédié aux OPA, la participation des bénéficiaires dans la mise en œuvre du projet est totale. L'appui financier offert à la CNOP-G qui elle-même offre un appui institutionnel aux OPA illustre parfaitement le renforcement des institutions existantes pour une autonomisation de ces acteurs clés et la pérennisation des impacts du PNAFA.

Au niveau de l'appui aux OPA, le PNAFA a bénéficié de la formulation de l'extension géographique du programme en Basse Guinée et dans la région administrative de Faranah pour effectivement étendre ses appuis à tous les acteurs en amont et en aval des filières ciblées. Ceci permettra à terme le renforcement d'une interprofession soutenue par un cadre de concertation performant et inclusif qui n'était pas considéré jusqu'à présent.

Peu d'innovations ou leçons apprises ont été documentées mais un plan d'action est en cours de mise en œuvre avec un mandat clair de renforcement des capacités de la CNOP-G comme facilitateur d'innovation et plateforme de capitalisation et dissémination des connaissances.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	5	4
C.3 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

L'application des mesures préconisées doit être généralisée et renforcée afin d'améliorer la mise en œuvre globale du Programme, notamment (i) assurer un suivi rapproché par le RAF au niveau des OPA et des URC, (ii) utiliser les données analytiques sur SUCCESS pour exporter vers Excel, et retraiter la présentation pour les formulaires DRF(iii) consolider régulièrement les comptes pour suivre l'exécution budgétaire totale du Programme et pour avoir une situation consolidée de la comptabilité générale dans les meilleurs délais après le 31/12; (iv) le rehaussement des seuils de revue préalables pour l'obtention des avis de non objection en donnant plus de responsabilité au niveau de l'UNC et des URC, (v) poursuivre l'appui/accompagnement des OPA dans le cadre de l'internalisation du manuel fiduciaire simplifié.

Améliorations suggérées : Meilleure communication interne entre les différents acteurs (UNC, CNOP-G, CTR, URC et OPA) ; améliorer la proactivité à tous les niveaux ; mettre en place le dispositif d'évaluation interne de la performance du personnel et

renouvellement des contrats au personnel le plus performant. La mise à jour de la base de données du SSE doit être accélérée afin de pouvoir générer les états physiques et financiers relatifs à l'exécution du Programme.

Les taux d'exécution physique et financière du PTBA 2012 (respectivement à 63,71% et 43%) sont jugés moyennement satisfaisants compte tenu des retards dans la signature des conventions avec les OP et dans la mobilisation des fonds.

L'avance initiale pour les infrastructures rurales financées par l'OFID est disponible depuis février 2013 et les premières DRF ont été soumises pour les décaissements successifs. La célérité de l'OFID à gérer ces DRF déterminera la capacité ou non à mener à bien les activités d'aménagement, de construction et de réhabilitation des infrastructures (ex : magasin de stockage etc.).

C.4	Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
------------	--	----------	----------

Justification des notes sur les objectifs de développement

L'appui aux activités économiques des OP est visible sur le terrain. Nonobstant les retards dans la mise à disposition des fonds en 2011 et 2012, malgré ce retard, plusieurs activités planifiées ont été réalisées dans les délais ; on note cependant un report important des activités en 2013, surtout les infrastructures (aménagement de bas-fonds, réhabilitation/construction pistes et ouvrages de franchissement, magasins de stockage, etc.). L'appui institutionnel à la CNOP-G et à ses cellules techniques a donné de bons résultats. Le niveau d'exécution de la deuxième composante est moyennement satisfaisant ; L'appui institutionnel des services publics est moyennement satisfaisant. Les conventions ont été signées avec un retard important. Les taux d'exécution physique et financière ont été de 22% et 38%. A date, seuls les services d'ANPROCA et DNGR sur les 15 conventions signées ont transmis des rapports à l'UNC sur la mise en œuvre des conventions. Le SIPAG/BSA a transmis périodiquement des bulletins relatifs au suivi des prix des produits agricoles au niveau des marchés retenus et au suivi des importations des produits vivriers. Cependant, il est important de signaler que les services en général doivent fournir beaucoup d'efforts pour améliorer la qualité et la fréquence des rapports.

La mise en œuvre de la convention « ligne de garantie crédit » en faveur de la Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD) a permis de mobiliser de ressources supplémentaires pour l'achat d'intrants à la hauteur de 4 milliards de GNF au titre de la campagne 2012/2013. L'audit des 55 ASF, préalable au processus d'assainissement du réseau, a été réalisé et des ateliers de restitution ont été organisés au niveau des régions de Labé, Kankan et Nzérékoré à l'attention des bénéficiaires et partenaires du PNAFA. Aussi, le programme de formation élaboré a été mis en œuvre. Dans le cadre de l'assainissement du portefeuille de crédit des ASF, le recouvrement des impayés est passé de 1.151.231.100 GNF à 560.201.140 GNF, soit un taux de recouvrement qui est passé de 7,25% en 2011 à 54% à fin 2012. Des efforts importants restent à fournir par l'opérateur CAFODEC pour la viabilisation des ASF.

La responsabilisation progressive des OP et les nombreuses formations en gestion financière, passation des marchés et SE renforcent leur autonomisation. Les activités de production agricole et de post-récolte des OP partenaires sont de nature à augmenter la sécurité alimentaire. Les volumes importants produits ainsi que les systèmes d'associations hautement productifs ont des impacts positifs non négligeables sur la disponibilité en aliments diversifiés pour des dizaines de milliers de personnes. Le système de distribution des intrants par la CNOP-G et ses fédérations utilisé dans le cadre du PNAFA a été repris comme modèle, avec celui du PUAPA de la Banque Mondiale, que le Fonds Monétaire International a demandé au Gouvernement de suivre pour la campagne agricole 2012. Un effort important reste à faire sur les aspects de post récolte ; plusieurs initiatives sont actuellement engagées dans le domaine de la valorisation, transformation et commercialisation du riz, de l'igname et des produits maraichers. Un effort de capitalisation et de dissémination des expériences probantes entre OPA doit encore être réalisé à l'initiative de la CNOP-G avec l'appui du PNAFA.

C.5 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	<p>Les comptes 2011 ont été certifiés sans réserve et toutes les recommandations d'audit ont été mises en œuvre. Au regard de la complexité de l'approche et de la diversité des acteurs, l'UNC doit mettre un accent sur le contrôle interne. Le risque pressenti par la dernière mission sur le plan de l'exécution du PTBA a été effectif, avec un taux de 56,84% au 31 décembre 2012, découlant entre autres raisons, d'une signature tardive des conventions avec les OPA et en conséquence d'une mise en place tardive des fonds. Le même risque pourrait être reconduit en 2013, malgré la nouvelle approche de convention bi-annuelle ; au 31 mars 2013, aucune convention n'est encore payée.</p> <p>Le suivi du reporting n'a été également que partiellement appliqué et les recommandations de la dernière mission ont été reconduites pour être généralisées à toutes les régions. Dans le cadre de la mise en œuvre du PTBA 2013, l'UNC doit être très vigilant sur le respect par tous les acteurs du système de reporting mensuel, en vue d'améliorer les résultats actuels.</p>
Avancement de l'exécution du projet	<p>Le niveau global d'exécution physique et financière du PNAFA au 31 décembre 2012 est estimé respectivement à 28,33% et 25,18%. Ce niveau d'exécution pourrait être jugé moyennement satisfaisant. Toutefois, il a produit des résultats encourageants sur le plan de la planification participative et inclusive, de l'amorce d'un développement de partenariat fécond entre les OPA et les services publics et du démarrage du processus d'autonomisation des OPA.</p> <p>Dans le cadre de la mise en œuvre du PTBA 2013, des conventions biannuelles ont été signées entre le PNAFA et les OPA et les budgets ont été approuvés par le FIDA avec une possibilité de révision à mi-parcours donnant la possibilité d'introduire de nouvelles activités avec l'avis préalable du FIDA. Un accent doit être mis sur les aspects de la commercialisation qui constitue le maillon faible du PNAFA.</p>
Produits et réalisations	<p>Le dispositif d'accompagnement des OP par les URC et surtout par les cellules techniques de la CNOP-G doit être renforcé afin de s'assurer d'une mise en œuvre efficace et efficiente des activités. Les responsables régionaux de suivi évaluation doivent vérifier que les interventions arrivent jusqu'à la base. Le recrutement de conseillers de zones et chargés de questions genre doit permettre la mise en place d'un dispositif d'accompagnement de proximité des producteurs.</p>
Durabilité	<p>L'approche novatrice du PNAFA devrait pouvoir mitiger le risque de perte des acquis à la fin du projet en confiant la maîtrise d'œuvre des activités de façon progressive aux OPA et en renforçant leurs</p>

capacités pour les conduire au niveau de maturité et d'autonomie leur permettant de s'autogérer en l'absence du projet. La mise à disposition de manuels simplifiés et l'internalisation des outils de gestion a contribué à améliorer le niveau de professionnalisme des OPA.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Retard dans la mise en œuvre des activités	Une meilleure planification et plus de proactivité de la part de tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet sont requises. De son côté, le FIDA doit garantir une mise à disposition des fonds aux Fédérations plus ponctuelle.	Immédiat	En cours
Mise en œuvre des PTBA de la part des OPA	Le succès ou l'échec du projet repose principalement sur la capacité des OPA appuyées à mettre en œuvre leur PTBA et donc à assurer une gestion financière, le processus de passation de marchés, le recrutement de prestataires, ...de façon performante. Ainsi, l'appui et le renforcement des capacités de ces OPA fournis par l'UNC/URC sont cruciaux pour l'atteinte des objectifs du projet.	Immédiat	En cours
Infrastructures rurales	Avec une mise à disposition tardive des fonds OFID pour financer les activités inhérentes aux infrastructures rurales dans les PTBA des OPA, il est crucial que l'OFID mette rapidement à la disposition de l'UNC les fonds pour lancer les études et les travaux prévu pour 2013.	Immédiat	En cours

Observations supplémentaires

Les informations concernant les dates d'approbation, d'achèvement, de clôture et le délais de démarrage - contenues dans la présente fiche PSR - font référence au Prêt 589-GN (premier financement du PNAFAA clôturé le 31 mars 2013), et donc à l'ancien projet PRODAD-GF. Le PNAFAA est quant à lui entré en vigueur en décembre 2009 et son achèvement est prévu pour 2016. Il sera aligné à la date d'achèvement du PNAFAA-extension BGF en 2019.

Appendice 2: Cadre logique du PNAFA Haute-Guinée, Guinée Forestière et Moyenne-Guinée¹² (HFM)

Résumé du Projet/Programme	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Objectif global			
Améliorer les revenus et la sécurité alimentaire des populations rurales des régions administratives de Boké, Kindia et Faranah	<ul style="list-style-type: none"> La malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans passe de 35% à 30% * L'indice d'accumulation de biens a augmenté d'au moins 5% pour 50% des petits producteurs ciblés * L'indice de pauvreté au niveau des préfectures baisse de 55% à 45% 	<ul style="list-style-type: none"> DSRP. Enquête Intégrée de Base pour l'évaluation de la Pauvreté (indice de pauvreté) UNDP. <i>Human Development Report</i>. PAM & UNICEF (malnutrition) Enquêtes de référence¹³ 	
Objectif de développement du Programme			
Améliorer la production, productivité et revenus agricoles des petits producteurs dans les filières agricoles ciblées	<ul style="list-style-type: none"> 75 000 bénéficiaires directs atteints (par genre et classe d'âge)* 40% des membres (30 000 paysans) ont adopté au moins une technologie conseillée (par genre et classe d'âge) * Les productions de riz passe de 10% à 15%, maraichage de 20% à 30%, du maïs passe de 20% à 30%, hévéa passe de 20% à 25%, igname passe de 30% à 40%, pomme de terre passe de 30% à 40%, huile de palme passe de 20% à 30% et oignon passe de 30% à 40% * Les rendements du riz passe de 20% à 40%, du maraichage de 30% à 40%, du maïs passe de 20% à 30%, hévéa passe de 20% à 25%, igname passe de 20 % à 30 %, pomme de terre passe de 30% à 40%, huile de palme passe de 20% à 30% et oignon passe de 30% à 40% La production agricole commercialisée passe de 50% à 70% pour le riz et de 60% à 80% pour le maraichage, passe de 50% à 60% pour le maïs, passe de 90% à 100% pour l'hévéa, passe de 50% à 70% pour l'igname, passe de 60% à 80% pour la pomme de terre, passe de 70% à 80% pour l'huile de palme et passe de 50% à 80% pour l'oignon 	<ul style="list-style-type: none"> Enquête SYGRI Rapports CNOP-G et fédérations Rapports d'analyse des filières et de la compétitivité (BSD) Rapports de supervision 	<ul style="list-style-type: none"> Mauvaise gouvernance (R) Contexte réglementaire, politique et socio-économique défavorable (R)

¹² Ce cadre logique a été harmonisé avec le cadre logique du PNAFA-extension Basse-Guinée et Faranah

¹³ Les enquêtes de référence se réfèrent aux enquêtes SYGRI et une enquête socio-économique inhérente aux objectifs clés du projet

Résumé du Projet/Programme	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Résultats 1: Fédérations, unions et groupements de base bien structurés, davantage autonome et avec une adhésion élargie de leurs membres	<ul style="list-style-type: none"> 5 fédérations (FEREPPAH, FEPROPRI, FUMA, FUPRORI et FUCPIS-G) ont un niveau de maturité de 4 Au moins 10% des unions ont un niveau de maturité de 4 et 50% de 3 Le pourcentage de femmes présentes dans les instances clé de décision des unions et fédérations passe de 15% à 30% * Nombre de membres des groupements (membre ou non de la CNOP-G) augmente de 20% 	<ul style="list-style-type: none"> Diagnostic institutionnel participatif (DIP) Rapports de la CNOP-G Rapports de suivi-évaluation Rapports de supervision 	<ul style="list-style-type: none"> Bonne capacité interne de la CNOP-G (H) Désintérêt des OP à se structurer (R)
Produits: 1.1 Encadrement des conseillers de zone (CZ), expertise thématique, cadres de concertation et programmation, gestion des savoirs et dialogue politique renforcés	<ul style="list-style-type: none"> 17 CZ + 1 point focal genre sont opérationnels au niveau des CTR 30 000 personnes sont formées dans les thèmes institutionnels / commerciaux / OP (par genre) * 101 POA des unions sont formulées et/ou mis à jour 2 sessions du mini-CAR par filière et 2 sessions du CAR par région par an 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports semestriels de SE Rapports de la CNOP-G Rapports de supervision 	
Résultats 2: Les OP faitières et leurs membres sont des acteurs économiques solides	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 50 % des membres reçoivent des services de leurs OP Chaque fédération autofinance son dispositif interne d'appui-conseil ainsi que ses besoins en intrants et en équipements 500 comités de gestion sont opérationnels* 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports de la CNOP-G et des faitières Rapports de suivi et évaluation 	<ul style="list-style-type: none"> Disponibilité d'expertise en appui économique au niveau des OP (H)
Produits: 2.1 Accès aux semences améliorées, aux intrants et aux équipements, aux aménagements hydro-agricoles et à un appui-conseil performant	<ul style="list-style-type: none"> 30 000 personnes encadrées par l'appui-conseil (par genre) * 1026 ha de périmètres hydro-agricoles sont fonctionnels (626 ha pour MG et GF, 400 ha pour HG) 300 ha de périmètres rizicoles aménagés/réhabilités 626 ha de périmètres (bas-fonds/plaines) aménagés/réhabilités 100 ha de périmètres maraîchers aménagés (HG) 30 000 riziculteurs ont accès à des périmètres hydro-agricoles aménagés * Disponibilité de 350 tonnes de semences améliorées pour emblaver 1026 ha (300 t de pomme de terre et 50 t de riz) 4 000 personnes sont alphabétisées (par genre) 40 000 paysans ont accès aux semences améliorées (par genre) 30 000 paysans ont accès aux intrants (par genre) 300 groupements subventionnés pour l'achat d'équipements moyens 15 000 unités d'équipements légers distribués aux producteurs (par genre et classe d'âge) 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports semestriels de SE Rapports de la CNOP-G et des faitières Rapports du BTGR et du BRPR Rapports de supervision 	<ul style="list-style-type: none"> Bonne qualité du matériel végétal de base (H) Retards dans la mise en œuvre des conventions été paiements (R) Mauvaise passation des marchés (R) Disfonctionnement du marché national d'engrais et d'herbicides (R)

Résumé du Projet/Programme	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
2.2 Disponibilité d'infrastructures de désenclavement, de commercialisation et mise en pratique de techniques de transformation, valorisation et mise en marché rentables	<ul style="list-style-type: none"> 116 magasins de stockage en service (90 en MG et GF, 26 HG) * XX villages, YY zones de production et ZZ marchés désenclavés 15% des groupements sont formés dans les domaines de la post-production, transformation et commercialisation * augmentation de 40% des revenus suite au renforcement des capacités en pratique post-récolte Volumes commercialisés passe de 120 000 tonnes à 180 000 tonnes pour le riz, de 5 000 tonnes 9 000 pour l'oignon, de 90 000 tonnes à 110 000 tonnes pour le maïs, de 35 000 tonnes à 40 000 tonnes pour l'hévéa, de 50 000 tonnes à 70 000 tonnes pour l'igname, de 10 000 tonnes à 15 000 tonnes pour la pomme de terre et de 24 000 tonnes à 40 000 tonnes pour l'huile de palme 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports semestriels de SE Rapports de la CNOP-G et des faïtières 	<ul style="list-style-type: none"> Retards pour les infrastructures et aménagements (R)
Résultats 3: Les services publics sont impliqués dans le renforcement des OPA	<ul style="list-style-type: none"> 30 conseillers ruraux/vulgarisateurs du MA sont impliqués dans la mise en œuvre du projet * 40 conventions sont signées avec les services publics (au niveau national, régional et préfectoral) 60% des membres des OPA bénéficient de l'appui-conseil des services publics 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports de supervision Rapports semestriels de SE 	
Produits: 3.1 Système de collecte, d'analyse et de diffusion des prix opérationnel et système d'évaluation d'impact des filières fonctionnel	<ul style="list-style-type: none"> 30 000 personnes ont accès aux publications mensuelles sur les prix Production d'un (1) rapport d'analyse des filières ciblées par an 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports des OPA Rapports de la DRA 	
Résultats 4: Les populations rurales ont accès à des services financiers de qualité et pérennes ¹⁴	<ul style="list-style-type: none"> Encours moyen de crédit des 50 points de services de 20 milliard FGN pour 15 000 emprunteurs dont 40% de femmes, 20% de jeune et 3% d'OPA Encours moyen épargne des points de service de 10 milliards FGN pour 20 000 épargnants Taux d'autosuffisance opérationnelle des points de services supérieur à 120% * 	<ul style="list-style-type: none"> Etats financiers certifiés de CAFODEC Finances SA Rapports d'activités de CAFODEC Finances SA 	<ul style="list-style-type: none"> Incapacité technique et financière de CAFODEC Finances SA à mettre en œuvre son plan d'affaires pour les points de service (R)
Produits: 4.1 ASF professionnalisées et institutionnalisées sous forme de points de service, produits financiers accessibles et adaptés pour les	<ul style="list-style-type: none"> 3 000 producteurs sont des emprunteurs actifs * 105 ASF ont été fusionnées, professionnalisées et transformées en 50 points de service Les ASF transformées détiennent 45% du capital de CAFODEC Finances SA, et sont représentées par 4 membres au CA de 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports de notation institutionnelle et sociale de CAFODEC Finances SA Rapports de supervision Rapports de suivi-évaluation 	

¹⁴ Indicateurs cibles qui couvrent les résultats à atteindre au niveau national. Ces indicateurs seront désagregés entre les ASF concernées par PNAFA-HFM et PNAFA-extension BGF dès que la stratégie de professionnalisation et pérennisation des ASF sera arrêtée (donc sous réserve du rapport d'audit de CAFODEC Finances SA prévu pour juin 2013)

Résumé du Projet/Programme	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
acteurs des filières agricoles	CAFODEC Finances SA (sur un total de 9) <ul style="list-style-type: none"> Au moins 50% des crédits sont destinés à l'agriculture 		

Composante C : Coordination, Suivi Evaluation et Gestion des Savoirs¹⁵			
Les cadres de concertation opérationnels sont mis en place	- Au moins 7 ateliers d'auto-évaluations organisés par an - 4 réunions annuelles entre l'UNC et la CNOP-G sont organisées	- Rapports d'activités du SE - Rapports de la CNOP-G	
La Gestion des savoirs, la communication et la visibilité du projet est mieux assurée	- 10 innovations sont capitalisées et partagées (FIDA, CNOP-G) - Une (1) plateforme d'échange opérationnelle - Trois (3) foires de partage des savoirs organisées - Sept (7) visites d'échanges annuelles organisées	- Rapports annuels - Rapports chargé de la Communication	
La planification technique et financière est efficace	- Taux d'exécution physique moyen des PTBA > 80% - Taux d'exécution financière moyen des PTBA > 75% - Décaissement moyen annuel de USD 9 million	- Rapports du suivi du PTBA - Tableaux de bord	Il n'y a pas de rupture dans le financement des activités

¹⁵ La liste des indicateurs relative à la composante C concerne le programme PNAFA sur tout le territoire national

Appendice 3a: Principales mesures qui étaient à adopter à l'issue de la mission de supervision de Septembre 2012

Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Niveau d'exécution
Avancement de l'exécution du projet			
Composante A : Appui aux Organisations Paysannes (OP)			
Sous-composante A1 : Appui institutionnel aux OP	Les activités prévues pour le PTBA 2012 soient déroulées dans le temps et les délais impartis. Ceci constituera un préalable à la signature des Conventions relatives au PTBA 2013	CNOP-G, OP, UNC, URC	Malgré les efforts de densification consentis durant le dernier trimestre de l'année 2012, plusieurs activités ont fait l'objet de report pour 2013
Sous-composante A2 : Appui économique aux OP			
FEPRORI			
	Amender le CPS avec le BRPR de Guéckédou pour le complément des études	OPA, BRPR, URC	Déjà réalisé ; CPS amendé dans le cadre des études pour les travaux de construction de 28 ouvrages de franchissement pour le compte de FEPRORI
	Finaliser les études des ouvrages d'art par le complément des 29 ml restants	BRPR	Déjà réalisé ; le DAO pour les travaux de construction des 28 ouvrages de franchissement est disponible
	Réaliser les études de 10 km de piste déjà identifiés après contractualisation	OPA, BRPR	TDR en cours de validation
	Réaliser les études de 80 ha ciblés par la signature du CPS avec les BTGR	OPA, BTGR, Entreprises	L'ANO sur le projet de contrat avec le BTGR est obtenu pour la réalisation des études et le contrat est en cours de négociation.
FEREPPAH			
	Identifier les sites de construction des ouvrages (50 ml) en partenariat avec les STE	OPA, BRPR	Déjà réalisé. Les ouvrages de franchissement sont identifiés et les études déjà réalisées. ; projet de DAO transmis à l'URC
	Réaliser les études de 20 km de piste déjà identifié	BRPR	Etudes déjà réalisées et le projet de DAO a été transmis à l'URC pour validation
	Réaliser les études (plan d'aménagement et système d'irrigation) au CAPMVS de Bangouéta	OPA, IC	TDR transmis à l'UNC pour non objection

	Recruter les entreprises et démarrer les travaux d'aménagement du CAPMVS	OPA, PNAFA, BTGR	Non réalisé
	Procéder à la réception provisoire des aménagements réalisés	OPA, URC, STE, IC	Non réalisé
UGAS	Contractualiser les BTGR et réaliser les études d'aménagement de 50 ha de bas-fonds	OPA, PNAFA	Contrat avec BTGR de Mamou signé depuis le 15 novembre 2012 ; étude réalisée et DAO transmis à l'UNC courant mars pour validation
	Recruter l'entreprise et réaliser les travaux d'aménagement de 50 ha de bas-fonds	OPA, BTGR, PNAFA	Non réalisé ; travaux reportés pour 2014 ; DAO en cours de validation
	Poursuivre et finaliser les travaux de construction du magasin en prenant en compte les observations de la mission	Entreprise, BTGR	Travaux de construction du magasin achevés et réceptionnés le 31 décembre 2012
	Amender les dispositions contractuelles avec l'entreprise et l'IC en vue de l'achèvement des travaux en prenant en compte l'augmentation des travaux (rallonge des délais, augmentation des quantités, construction d'un puits)	URC, OPA	Des avenants ont été signés en faveur de l'ingénieur conseil et de l'entreprise
	Construire un puits sur le site du magasin	OPA, URC, entreprise, IC	La construction du puits est prise en compte dans le PTBA 2013
FPFD	Réaliser les études de 75 ml d'ouvrages et de 30 km de piste	OPA, bureau d'étude	Un bureau d'études (GUIDE) a été recruté et le contrat est en cours de négociation et sera signé avant le 31 mars 2013
	Recruter l'entreprise pour la réhabilitation de 32 km de piste déjà étudiés, démarrer les travaux	OPA, PNAFA	Cinq entreprises ont été recrutées et les travaux ont été lancés le 13 mars 2013
	Lancer l'AO pour le recrutement des entreprise pour aménager/réhabiliter les bas fond (140 ha) étudiés, démarrer les travaux	OPA, PNAFA	L'ouverture des offres pour les travaux de réhabilitation des 40 ha d'ancien périmètre est prévue pour fin mars 2013 ; tandis que le lancement du DAO relatif aux 100 ha de Tokossère est prévu courant avril 2013.
	Recruter un bureau d'étude pour faire les études des 140 ha du PTBA 2012 selon les règles de l'art	OPA, PNAFA	Le marché a été attribué au groupement SOGEEC-AGHI et le contrat est en cours de négociation et sera signé avant le 31 mars
	Finaliser le montage des DAO en vue de l'aménagement de la plaine de Nombé	Bureau d'étude	La FPFD a reçu l'avis de non objection sur le DAO le 17 janvier 2013
	Recruter les entreprises pour réaliser les travaux d'aménagement de Nombé sur la base des DAO finalisés	OPA, BE, PNAFA	Le DAO a été publié depuis le 13 février 2013 et l'ouverture des offres pour les lots 1 et 2 a été effectué le 16 mars 2013 ; pour le lot 3 l'ouverture est prévue le 23 mars 2013.
	Recruter les IC pour la mise à jour du DAO des magasins prenant compte les travaux supplémentaires (amélioration de la structure du bâtiment, construction d'un puits,	OPA, PNAFA	Deux ingénieurs conseils ont été recrutés ; les DAO ont été validés
	Démarrer la construction des magasins	Entreprise, IC	Les marchés ont été attribués à 5 PME de la place et les contrats sont en cours de négociation.
	Acquérir les outils pour l'équipement des comités d'entretien des bas-fonds	OPA	Cette activité a été reportée pour le PTBA 2013

	Constitution des comités d'entretien et amendement des modules de formation	OPA	Cette activité a été reportée pour le PTBA 2013
AUTRES	Valider les DAO produits après intégration des observations de la mission	UNC	Déjà réalisé
	Respecter les chronogrammes d'activités élaborés lors de la mission	OPA, STE, PNAFA	Un plan d'action est élaboré par chaque OPA qui permet d'assurer un suivi du respect des chronogrammes
Composante B : Appui aux services publics et à la finance rurale			
Sous-composante B1 : Appui aux services publics	Signature des conventions/contrats avec les services de la recherche (IRAG et CRRA de Sérédou et de Bareng)		Le Contrat avec le CRA de Bareng a été signé en octobre et les semences ont été livrées en décembre 2012 ; un contrat de prestation a été signé avec le CRRA de Sérédou pour l'accompagnement dans le cadre de l'achat des graines germées de palmier à huile pour le compte de FEREPPAH.
	Accélération de la signature de la convention cadre avec ANPROCA		Seule la convention cadre avec l'ANPROCA National a été signée en novembre 2012
	Accompagnement aux OP en matière d'approvisionnement de semence de qualité de céréales (riz et maïs), adoption de la démarche suivante : i) les CRRA se procureront des semences de base pour les multiplier en station et les livrer aux OP avec des fiches techniques ; ii) la qualité de la semence sera certifiée par les services régionaux de la DNA dans le cadre de sa convention avec l'UNC ; iii) la multiplication des semences de base distribuées sera suivie par la recherche avec l'Anproca dans les champs des producteurs ; et iv) les champs des paysans multiplicateurs serviront de « champs écoles » et à ce titre seront géo référenciés et constitueront le premier niveau de diffusion des semences dont on peut suivre l'effet « tache d'huile ».	UNC	En cours de mise en oeuvre
	Pour les plants de pommes de terre, i) approvisionnement des OP en classe A auprès de leurs fournisseurs spécialisés habituels en Europe (France et Hollande) et que ii) la classe A soit cultivée au maximum pour 2 ou 3 saisons, avant d'être remplacée pour éviter la dégénérescence des plants et l'apparition de maladies.	OPs, ANPROCA	En cours de mise en oeuvre
	Acquisitions de graines pré-germées de palmier à huile et les plantules d'hévéa au niveau d'un centre spécialisé avec l'avis d'un chercheur avisé.	FEREPPAH – URC - Recherche de Sérédou	Les graines pré germées ont été achetées à la station de La mey en RCI par une mission conjointe FEREPPAH-CRRA Sérédou-URC
	Mission conjointe URC – RFEREPPAH se rend en Lame en Côte d'Ivoire pour l'achat des 100 000 graines de palmier Tenera	URC – FEREPPAH	Réalisé en septembre 2012
	Rédiger et signer les conventions et les CPS suivant les modèles/orientations proposés par la mission	PNAFA, OPA	CPS et conventions signés suivant modèles validés par le FIDA
	Mettre à jour le DAO du magasin actuel pour une version plus actuelle prenant en compte les propositions d'amélioration faites par la mission	UNC, DNGR	Déjà réalisé avec l'appui de la DNGR
	Former, animer et accompagner les comités d'entretien constitués	STE, OPA, URC	Activité prévue dans le PTBA 2013
Sous-composante B2 : Appui à la finance rurale	Etude de faisabilité sur l'agro leasing - Accélérer le processus pour rendre disponible à temps les conclusions de l'étude	PNAFA	Non réalisé

	Finaliser le rapport d'audit des 55 ASF	SERFI Tchad	Rapport audit finalisé et restitué ; un plan de redressement des ASF est en train d'être mis en oeuvre
	Organiser les ateliers de restitution dans les 3 régions	CAFODEC	Les ateliers de restitutions ont été organisés dans les trois régions naturelles courant octobre 2012
	Poursuite des actions de recouvrement des impayés	CAFODEC	Campagne de recouvrement lancée avec des sensibilisations à travers les radios rurales et communautaires ; recouvrements en cours
	Organiser les AG de relance et de reprise des activités de crédit dans les ASF	CAFODEC	19 ASF ont tenu leurs AG (en haute et Guinée Forestière) eu égard au taux de recouvrement du crédit recouvré qui est de 85%. La tenue des AG au niveau des autres ASF est conditionnée par l'amélioration du taux de recouvrement.
	Elaborer et mettre en œuvre le plan de communication	SERFI Tchad/ CAFODEC16	Plan de communication élaboré et intégré dans les conventions avec les radios rurales
	Finaliser le schéma de fusion des ASF	SERFI Tchad	Le schéma de fusion des ASF est déjà proposé
	Définition du profil, évaluation du personnel des ASF	SERFI Tchad	Non réalisé
	Insérer le taux de financement de l'agriculture dans le tableau de bord des ASF	CAFODEC	Réalisé
	Associer les représentants des OP aux rencontres trimestrielles régionales entre ASF	CAFODEC	Les représentants des OPA ont été invités lors des ateliers régionaux de restitution des résultats des ASF
	Intégrer les OP dans le plan de communication à élaborer	SERFI Tchad	
	Réaliser l'étude de faisabilité dans les localités à forte activités économique sans ASF	SERFI Tchad	Non réalisé
	Implantation de points de vente	CAFODEC	Non réalisé
	Recentrer à plein temps les Assistants Techniques Régionaux (ATR) de CAFODEC dans le cadre de la convention	CAFODEC	
	Mettre à jour la lettre de mission des ATR	SERFI Tchad	En cours
	Evaluer trimestriellement les ATR	SERFI Tchad	Dispositif d'évaluation interne CAFODEC
	Préparer à temps la convention 2013 à signer avec CAFODEC, insérer les objectifs à atteindre dans cette convention	PNAFA	Déjà réalisé

¹⁶ SERFI pour l'élaboration et CAFODEC pour la mise en œuvre

	Evaluer l'actuel contrat avec le Cabinet SERFI Tchad, renouveler le contrat ou recruter un autre cabinet suite aux résultats de l'évaluation	PNAFA	En cours
Composante C : Coordination du programme, suivi- évaluation et gestion du savoir	Initier le processus d'évaluation des performances du personnel PNAFA, définition des objectifs 2013	UNC	Personnel évalué en novembre 2012 par un consultant international qui a proposé un dispositif d'évaluation interne du personnel
Coordination, gestion et Suivi-évaluation	Accélération du traitement et de la validation des dossiers	UNC, URC	Depuis 2012, le processus de traitement des dossiers a été fortement amélioré de par le nombre d'ANO obtenu durant la période sous revue et les délais de traitement des dossiers
	Introduire un élément qualitatif (ponctualité de la fourniture des intrants) dans le système de suivi-évaluation	RSE, UNC	La nécessité d'introduire des indicateurs de qualité dans le cadre logique sera appréciée à l'occasion de la prochaine mission de supervision
	mise en relation, dans le Rapport Annuel, entre les activités entreprises/accomplies au cours de l'année et les critères de maturité institutionnelle	RSE, UNC	Cette recommandation sera prise en compte au moment de l'élaboration du rapport de performance des OPA.
	Préparation de l'exercice SYGRI 2012, peu de nouveaux indicateurs, maintien des indicateurs renseignés pour l'exercice 2011	CNOP-G, UNC	Rapport SYGRI en cours d'élaboration ; il sera finalisé avant le 31 mars 2013
Gestion des savoirs, communication	Réunion entre coordinateurs et équipes de communication des 3 projets pour accélérer la mise en œuvre du plan d'actions en communication et gestion des savoirs du portefeuille FIDA en Guinée	CNOP-G, PACV2, PADER-BGN	Non réalisée à cause du calendrier très chargé des responsables des projets
	Gestion du site internet et de la base de donnée de la salle de documentation – transfert des connaissances des consultants vers l'équipe de communication pour pérennisation des initiatives	CNOP-G	Gestion du site Web, de la salle de documentation et de la base de données démarrée depuis janvier 2013
Aspects fiduciaires	Amélioration du reporting financier et renforcement du système de contrôle interne par: i) la production mensuelle (le 10 de chaque mois) par le Comptable de l'OPA, d'un rapport financier vérifié par le Comptable de l'URC, validé par le Président de l'OPA, puis transmis au coordonnateur, au RAF de l'URC et au Comptable de la CNOP-G; ii) l'organisation de réunions mensuelles sur les finances (le 15 de chaque mois) par le RAF pour permettre au Coordonnateur National de prendre les décisions nécessaires pour la bonne conduite du projet à tous les niveaux. L'UNC doit ensuite envoyer au FIDA un rapport global sur l'exécution des conventions, au plus tard le 15 de chaque mois, ainsi que les rapports trimestriels techniques et financiers. <i>La liste détaillée du contenu des rapports financiers mensuels des OPA et de CAFODEC, est fournie en annexe.</i>	RAF et Coordinateur National	
	Modifier la durée des conventions : A partir de 2013, l'UNC pourra signer des conventions pluriannuelles avec les OPA et CAFODEC, conventions dont les termes de référence et budgets seront précisés annuellement et dont les modalités de décaissement seront définies en tenant compte du rythme	RAF et coordinateur national	Les conventions de collaboration avec les OPA au titre du PTBA 2013 sont bi-annuelles ; le modèle de convention a été examiné et approuvé par toutes les parties prenantes

	d'exécution des activités.		
	Contrepartie gouvernementale : doter le programme d'au moins 4 milliards de GNF chaque année dans le cadre du PIP comme contribution à chaque PTBA, conformément aux accords de financement. Ceci, pour apporter une précision aux accords de financement dans lesquels le montant n'est pas fixé mais qui précisent bien que la contrepartie sera alignée sur le montant prévu dans le PTBA de chaque année.	RAF et coordinateur national	850 million déjà engagés pour 2013
	Comptabilité et Etats Financiers : i) respecter la règle Syscohada de constatation d'une charge avant de la porter en Charges Immobilisées; ii) produire pour l'année 2012 le Tableau Emplois Ressources par catégorie de dépenses et par composante ; iii) procéder au partage effectif et à la validation du manuel des procédures simplifié pour les OPA ; iv) transmettre le rapport d'audit provisoire aux OPA, pour la partie les concernant, en fixant un délai pour la réception de leurs observations. v) leur transmettre le rapport final dès qu'il est produit par le cabinet ; vi) recevoir de leur part un plan d'actions de mise en œuvre des recommandations éventuelles de l'audit, dans un délai d'un mois après réception du rapport final.	RAF	
	Assurer la densification des activités sur le dernier trimestre et l'exécution maximale du PTBA : i) examiner les demandes des OPA d'utilisation des reliquats de fonds 2011 et de réaffectation de certains budgets 2012 pour de nouvelles rubriques pouvant faire l'objet de décaissements immédiats; ii) dresser la situation au 30 octobre de l'état d'exécution des conventions et évaluer les fonds nécessaires pour les activités qui sont sûres d'être achevées au 31 décembre 2012 et réajuster ainsi le montant de la deuxième tranche à virer aux OPA ; iii) réceptionner tous les travaux achevés, biens, et rapports d'études, au plus tard le 31 décembre 2012, date butoir d'éligibilité des dépenses sur les conventions signées en 2012. iv) effectuer les paiements correspondants à ces réceptions au plus tard en janvier 2013 et v) s'assurer que les tous les partenaires à l'exécution virent dans le compte de l'UNC pour reversement au FIDA tout reliquat sur les fonds reçus au titre des conventions signées en 2012 ; vi) recevoir le rapport financier et technique de clôture de toutes les conventions au plus tard le 28 février 2013. Il reste entendu que les travaux ou activités non achevés au 31/12/2012 seront d'office reportés sur le PTBA 2013, en sus des nouvelles activités identifiées et réalisables en 2013.	RAF et Coordinateur National et Coordonnateurs Régionaux	
Passation des marchés	Mettre à jour le PPM en intégrant toutes les activités de PM programmées avec indication des dates réalisées	RPM	Le PPM a été mis à jour
Conventions de financement avec les services publics	Revoir et préciser et harmoniser à l'échelle du programme les modalités de paiement de sorte qu'ils soient liés à des livrables précis pour faciliter le suivi et l'évaluation en fin d'année	RAF/RPM	Cette recommandation doit être prise en compte à l'occasion de l'élaboration des conventions 2013.
Archivage des documents	Revoir l'archivage des dossiers de passation des marchés tant au niveau CNC,	RPM	En cours

de PM	URC que OPA		
Registre des contrats	Intégrer toutes les activités réalisées en terme de marchés par ordre chronologique par catégorie	RPM	
Non objection des dossiers des OPA	Faire en sorte que les ANO soient donnés dans les meilleurs délais autant que faire se peut pour pouvoir atteindre les objectifs dans le cadre de la planification du processus de PM	CN/RPM	
Mise en œuvre des activités programmées dans le PPM-2012	Accélérer le traitement des dossiers en instances au niveau de l'UNC	CN/RAF/RPM	

Appendice 3b: Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Date
Avancement de l'exécution du projet			
Composante A : Appui aux Organisations Paysannes (OP)			
Sous-composante A1 : Appui institutionnel aux OP	Remboursement avant la clôture du prêt des reliquats 2011	FPPD, FEPRORI, FEREPAN	27 Mars 2013
	Les OPA soumettent les justificatifs des montants engagés pour les contrats signés en 2011 et du solde à payer auprès des OPA concernées (suite aux indications reçues de la part de l'UNC)	FPPD, FEPRORI, FEREPAN	28 Mars 2013
	Soumission d'une NO au FIDA pour mobiliser les montants à rembourser aux OPA sur le don FIDA (dans le cadre des montants engagés en 2011)	UNC, FIDA	Avril 2013
	Les OPA transmettent mensuellement aux URC (qui elles-mêmes les transmettent à l'UNC) les justificatifs des dépenses et les rapports techniques et financiers, sans attendre d'atteindre les 80% (en considérant la fongibilité des fonds) selon les modalités de fongibilité définies lors de l'atelier sur la gestion financière (voir DT VII)	OPA, URC	Continu
	Dans le cadre des conventions, à la réception des dossiers de demande de versement de fonds, l'UNC notifiera au partenaire, dans un délai de 15 jours, si le dossier est conforme ou lacunaire	UNC	Continu
	Achever la signature des 11 conventions biannuelles (2013-2014) et la mise à disposition des fonds de la première tranche	CNOP-G, OPA, UNC, FIDA	Au plus tôt
	Intégrer les observations de la mission en vue de l'amélioration des DAO pour la construction du siège de la CTR/MG	IC, URC	Avril 2013
	Systématiser la construction des sièges des OPA (CTR et fédérations) suivant le modèle de DAO final de la CTR/MG (plan type) après mise à jour de la fondation tenant compte de la topographie du site	UNC, URC, OPA, IC	Continu
	Accélérer et finaliser le processus de contractualisation des STE pour la prise en charge et la mise en place d'un dispositif durable (périmètres, pistes, magasins)	OPA, URC, STE	Avril 2013

Sous-composante A2 : Appui économique aux OP	La CNOP-G renforce son dispositif de sensibilisation des OPA jusqu'à la base concernant le remboursement des crédits intrants	CNOP-G, OPA	Avril 2013
	Les OPA doivent recouvrer la totalité du crédit intrants agricoles	OPA	Septembre 2013
	La CNOP-G accompagne les OPA dans leur réflexion sur le réaménagement du dispositif de mise à disposition des équipements (notamment en incitant les bénéficiaires au sein des mêmes OPA à s'unir pour une demande groupée)	CNOP-G, CTR, OPA	Fin mai 2013
Transformation et commercialisation	Adopter le mode d'attribution des équipements aux groupes plutôt qu'à des individus et modifier le manuel d'exécution du PNAFA en conséquence	UNC	avril 2013
	A la revue à mi-parcours du PTBA 2013, ajouter en priorité des activités en lien avec la commercialisation/post-récolte des OPA (voir liste dans le document de travail 4)	CNOP-G, UNC, OPA	Juin 2013
	La FPDF soumet une note décrivant les modalités de gestion du fonds de commercialisation et ses indicateurs de performance pour réorienter la seconde tranche de son fonds de garantie intrants vers un fonds de commercialisation	UNC, FPDF	Avril 2013
	Inventorier les besoins des fédérations au niveau des activités de valorisation, transformation et commercialisation et organiser des échanges d'expérience entre OPA sur les thèmes retenus	CNOP-G, OPA	En 2013
	Compléter l'annuaire des acteurs des filières agricoles en Guinée et y inclure les principaux opérateurs de marchés (toutes filières confondues) afin de faciliter l'identification de niches commerciales potentielles et ainsi orienter les différentes techniques de transformation (contacts à prendre lors de l'organisation des CAR et mini-CAR)	UNC, CNOP-G	Aout 2013
	Etudier l'opportunité des OPA à accéder aux fonds mis à la disposition par le gouvernement aux IMF à des taux compétitifs pour financer des activités agricoles	UNC	Avril 2013
	L'UNC organise une réunion de concertation entre ScopeInsight/CNOP-G/PNAFA en amont de la prochaine évaluation de ScopeInsight pour (i) adapter l'outil au contexte des OPA guinéennes, (ii) discuter de la complémentarité entre l'outil ScopeInsight et le DIP de la CNOP-G, (iii) présenter l'outil ScopeInsight aux banques et encourager la préparation d'un Plan d'Affaire entre OPA et entités de finance rurale pour faciliter l'obtention de prêts	UNC, CNOP-G, SCOPEInsight	Juin 2013
Infrastructures	Intégrer les indicateurs pertinents issus de l'outil ScopeInsight au sein du SSE	UNC	Juin 2013
	Initier et accélérer la contractualisation des STE pour la constitution, la formation (théorique et pratique) et l'accompagnement des comités d'entretien des infrastructures	OPA, URC, STE	Avril 2013
	Produire le DAO type des magasins de 125m ² par l'accélération du processus auprès de la DNGR en vue de leur utilisation le plus tôt par les OPA	UNC, DNGR	Avril 2013
	Veiller à l'établissement des calendriers d'exécution des travaux qui ne remettraient en cause ni la qualité des travaux déjà réalisés ni les délais d'exécution de ces travaux	IC, STE, URC, UNC, OPA	Continu
	Améliorer les DAO et l'exécution en cours des travaux par la prise en compte des observations/remarques de la mission	URC, STE, IC	Continu
	Diligenter la réalisation des enquêtes et études non encore réalisées	URC, OPA, IC, STE	Continu

	Accélérer le recrutement des prestataires pour un démarrage rapide de l'exécution des travaux (liste restreinte, allotissement, appel d'offre régional, etc.)	OPA, URC	Continu
	Veiller à la mobilisation des contributions des bénéficiaires en qualité et dans les délais requis	OPA, URC, IC, STE	Continu
	Améliorer l'enquête de référence réalisée sur les 25ha périmètres de la FUMA par le complément d'informations pourvues	BTGR Kankan, URC, FUMA	Avril 2013
Composante B : Appui aux services publics et à la finance rurale			
Sous-composante B1 : Appui aux services publics	Diligenter la finalisation et la signature des contrats avec les STE et autres partenaires	UNC	Avril 2013
	Se renseigner auprès du Ministère des Finances sur la disposition de contractualisation des services techniques de l'administration dépourvus de compte bancaire et proposer une solution au problème	UNC, URC	Mai 2013
	En Haute Guinée, organiser une réunion de prise de contact avec les services techniques de l'ANPROCA afin de s'assurer (i) de la complémentarité entre les missions des conseillers agricoles des services publics et des conseillers de zone, (ii) de la coordination des activités d'appui des 3 différents types de conseillers	CTR-HG	avril 2013
	Systématiser la concertation régulière entre les techniciens des OPA, des CTR et des services techniques de l'état dans les régions	Les CTR de la CNOP-G	2 à 3 réunions annuelles
	Sensibiliser les OPA sur la possibilité de mettre à disposition certains conseillers de zone des CTR au sein de leurs équipes techniques en complément aux appui délivrés par les STE	CNOP-G, CTR	
	Contractualiser des thèmes de formations formulées sous forme de paquets technologiques complets selon la filière considérée avec les services techniques au profit des OPA	CTR, STE, URC	Juin 2013
	Les conseillers de zone recrutés au niveau des CTR devraient suivre une formation intensive (semence et fertilisation) offerte par des équipes de la recherche et de la vulgarisation (CRA et ANPROCA Régionaux) avant le déploiement dans leurs zones d'intervention respectives	CTR, URC	Juin 2013
Sous-composante B2 : Appui à la finance rurale	Intensifier les actions de recouvrement afin d'assurer la couverture du passif exigible et relancer au besoin les activités de crédit	CAFODEC	Continu
	Pourvoir au poste d'Assistant Technique Régional au Chef de projet dans la Haute Guinée	CAFODEC	
	Produire annuellement un plan de renforcement des capacités des acteurs des ASF	CAFODEC	Avril 2013
	Mettre en œuvre un système de suivi, de rapportage et de capitalisation plus efficace afin de rendre plus performants les différents maillons de la chaîne d'appui	CAFODEC	Juin 2013

	Prendre les dispositions pour rendre effective la mise en place de la ligne de refinancement au profit des producteurs ruraux à travers les ASF	PNAFA, à ATI et à CAFODEC	Décembre 2013
	Mettre en exécution toutes les recommandations de la mission de supervision de septembre 2012 non réalisées (voir appendice 3a)	PNAFA, CAFODEC et ATI	Sans délai
	Diligenter les études d'audit de CAFODEC ONG (au niveau du PADER) et CAFODEC Finances SA (au niveau du PNAFA) afin que les résultats soient partagés avec le Ministère de l'Agriculture, CAFODEC, les ASF, la Banque Centrale et les bailleurs pour présenter les deux options d'institutionnalisation et choisir une stratégie	UNC, ATI, PADER, MinAgri et autres partenaires	JuinSSE 2013
	Prendre les dispositions à temps pour évaluer et renouveler le contrat d'assistance internationale qui a pris fin en février 2013 et celui de CAFODEC qui a pris fin en décembre 2012	PNAFA, CAFODEC et ATI	Avril 2013
	Prendre des mesures pour éviter en 2013, les retards constatés dans la signature des conventions pour l'OPM et l'ATI, la production des rapports, la justification des dépenses et la mise à disposition des ressources financières et moyens logistiques pour améliorer la mise en œuvre des activités.	PNAFA, CAFODEC	Continu
	Organiser les voyages d'échanges pour les superviseurs et les élus de la zone PNAFA pour se rendre dans Basse Guinée afin de partager les expériences en matière d'appropriation des formations, de gestion et de bonnes pratiques développées par les gérants et les élus	CAFODEC	Septembre 2013
Composante C : Coordination du programme, suivi-évaluation et gestion du savoir	Organiser une rencontre pour la définition d'axes de collaboration au niveau de la structuration et pérennisation des ASF en Guinée	UNC	Juin 2013
	Soumission à l'UNC d'un canevas de PTBA	FIDA	Mai 2013
Coordination, gestion et Suivi-évaluation	Un cadre budgétaire sera proposé par l'UNC et la CNOP-G et aux OPA à partir des capacités de décaissements des années précédentes. Ce cadre évoluera en fonction des bonnes réalisations physiques et financières durant la convention biannuelle	UNC, CNOP-G	Mai 2013
	Soumission des PTBA 2014 et 2015 approuvés par le CP au plus tard à la fin de la première quinzaine du mois de Novembre (en considérant qu'une révision du PTBA 2015 pourrait intervenir à mi-parcours)	UNC, CNOP-G, OPA	Novembre 2013
	FIDA accorde sa NO sur le PTBA avant la fin du mois de Décembre	Ministère de l'Agriculture, FIDA	Décembre 2013
	La CNOP-G actualise le guide d'animation des CAR et mini-CAR	CNOP-G	Mai 2013
	La CNOP-G et l'UNC produisent un guide d'animation des CAI qui révisent leur fonctionnement et composition (voir Document de Travail 4)	CNOP-G, UNC	Août 2013
	Le nombre de membres du comité de pilotage du PNAFA sera limité à 15 (y compris pour la Basse-Guinée et la région de Faranah avec les leaders des organisations paysannes représentant au moins 50% du quorum) avec l'UNC assurant le secrétariat	Ministère de l'Agriculture	Mai 2013

	Préparation du démarrage des activités suivantes pour l'extension PNAFA en BGF : (a) la sensibilisation des organisations paysannes en Basse-Guinée et à Faranah ; (b) la préparation des PTBA ; (c) la préparation des conventions avec la CNOP-G et les fédérations ; (d) l'organisation des enquêtes de référence ; (e) la mobilisation des conseillers de zone afin de démarrer les activités de structuration	UNC, CNOP-G	Mai 2013
	Démarrer le processus de recrutement du personnel de l'URC Basse Guinée	UNC	Septembre 2013
	La signature des conventions avec OPA, CTR et CNOP-G se fera au niveau de l'UNC avec visa du Président du CP	UNC, Min Agri	Immédiat
Coordination Infrastructures Rurales	Diligenter la signature du courrier destiné à l'OFID pour permettre l'avènement du premier versement des fonds relatifs au prêt qui financera le volet infrastructure rurale	Ministère de l'Economie et des Finances, Ministère de l'agriculture	Au plus tôt
	Prendre des dispositions avec l'entreprise et l'IC pour le remplacement du deuxième portail par un portillon et un dispositif d'éclairage de la cour du siège, sans incidence financière	URC, IC	Mai 2013
	Accélérer le processus de construction du siège de l'URC/Nzérékoré dès réception des OTF des entreprises	UNC, URC	Mai 2013
	Continuer les investigations en vue de l'acquisition d'une parcelle pour la construction du siège du bureau de l'UNC	UNC	Novembre 2013
	Pouvoir d'urgence l'URC de Kankan d'un forage à pompe électrique pour l'adduction en eau potable du siège par une contractualisation avec le SNAPE	UNC, URC, SNAPE	Mai 2013
Communication, dialogue et partenariat	Produire une version améliorée du DAO de la réhabilitation du siège de l'URC/Kankan en intégrant les remarques de la mission	UNC, URC	Mai 2013
	Organiser au moins 4 réunions annuelles (2 au niveau politique et 2 au niveau technique) entre l'UNC et la CNOP-G sur des défis et thématiques spécifiques	UNC, CNOP-G	Continu
	Soumettre à l'UNC un canevas de présentation des accomplissements du projet pour les missions de supervision orienté vers les résultats et qui tienne compte du niveau d'exécution des recommandations des missions précédentes	FIDA	Mai 2013
Suivi et évaluation	Préparer conjointement un format de restitution de l'état d'avancement de mise en œuvre des activités à l'égard des URC, CTR et OPA axé sur les résultats et les impacts (sur base du format soumis par le FIDA)	UNC, CNOP-G	Juin 2013
	En prévision de l'extension du PNAFA en Basse-Guinée et Faranah : i) intégrer les cadres logiques du PNAFA HFM et PNAFA-extension BGF en tenant compte de la diversité des spéculations ciblées, ii) adapter les outils de collecte et les partager avec les CTR régionales, iii) initier les enquêtes SYGRI et socio-économique pour la Basse-Guinée et Faranah	UNC	Mai 2013
	Adapter la méthodologie du PADER pour le décompte des bénéficiaires indirects au PNAFA à l'échelle nationale (en différenciant PNAFA HFM et PNAFA-extension BGF)	UNC	Mai 2013
	Réviser le manuel d'opération et adapter la base de donnée du SSE pour différencier les indicateurs relatifs au PNAFA-HFM et PNAFA-extension BGF	UNC	Septembre 2013
	Systématiquement partager avec l'ANASA (Agence Nationale des Statistiques	UNC	Septembre 2013

	Agricoles) les résultats des études SYGRI et socio-économique		
	Développer une stratégie de renforcement des capacités du SSE du Ministère de l'Agriculture pour un meilleur suivi de l'impact des projets et des résultats des campagnes agricoles	UNC	Septembre 2013
Gestion des connaissances et visites d'échange	Intégrer dans le Plan d'Action de gestion des connaissances les différentes initiatives de gestion des connaissances entre le projet PNAFA, PADER et la CNOP-G (avec IED, AFDI, atelier de clôture du PADER)	UNC PNAFA, UNC PADER, CNOP-G	31 Mai 2013
	La CNOP-G et l'AFDI planifient le programme de visites d'échanges au bénéfice des OPA	CNOP-G, AFDI	Mai 2013
Gestion du personnel	Diligenter le processus de recrutement pour le remplacement du comptable démissionnaire à l'URC de Nzérékoré	UNC	Avril 2013
	Organiser un atelier de team building	UNC	Avril 2013
Aspects fiduciaires	Poursuivre et renforcer l'application mensuelle des dispositions convenues de la gestion financière à tous les niveaux d'exécution du programme (de l'UNC jusqu'aux opérateurs finaux) et systématiser les visites trimestrielles du RAF auprès des OPA et URC régionales	UNC, URC, CTR, OPA	Continu
	Utiliser les données analytiques sur Success pour exporter vers Excel et retraiter la présentation pour les formulaires DRF, au lieu de refaire une saisie sur Excel. Ceci, dans l'attente que la recommandation de la dernière mission soit mise en œuvre : demander au fournisseur du logiciel Success d'adapter les formulaires DRF pour avoir une conformité parfaite avec ceux du FIDA	UNC	Continu
	Soumettre une DRF de justification pour le montant de 185 624,22 USD. L'UNC demandera ensuite au FIDA de compléter le solde pour atteindre le montant autorisé de 500 000 USD comme avance au compte désigné, les conditions requises pour constituer cette avance initiale ayant été respectées	UNC	Avril 2013
	Consolider régulièrement les comptes pour suivre l'exécution budgétaire totale du programme et pour avoir une situation consolidée de la comptabilité générale pour produire les états financiers (tableau ressources emplois, état d'exécution budgétaire, bilan et compte de résultat globaux et documents annexes) dans les meilleurs délais après le 31 décembre	UNC	Continu
Passation des marchés	Remonter les seuils de revue préalable pour alléger les retards dus à la multiplicité des points de traitement des dossiers de passation des marchés en donnant plus de responsabilité aux URC/UNC	FIDA	Avril 2013
	Donner des appuis opérationnels aux OPA dans le cadre des séances d'ouverture, d'analyse et d'évaluation des offres liées aux marchés de grande envergure à cause de l'importance des montants et des prestations en jeu	UNC	Avril 2013
	Elaborer un protocole de contrôle de qualité fixant les responsabilités des différents acteurs et les délais de traitement des dossiers pour endiguer les lourdeurs administratives	UNC, FIDA	Avril 2013
	Renforcer les capacités des acteurs pour une meilleure internalisation du Manuel Fiduciaire Simplifié des OPA	UNC, CGPF	Continu

Appendice 4: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

Composante/		Indicateur	Unité	Réalisation PTBA 2011	PTBA 2012			Cum. réalisation	Objectif lors de la préévaluation	%	
Sous-composante ou produit					Prévision	Réalisation	% PTBA 2012				
Composante A : Appui aux OPA et à leurs investissements											
Sous-Composante A1 : Appui institutionnel aux OPA											
	1	Elaboration et/ou réactualisation des plans de développement des 6 filières	nbre	6	0	0		6	6	100	
	2	Etude diagnostique des OPA	nbre	1	1	En cours		1			
	3	Réalisation d’une étude de marché	nbre	0	1	1	100	1	SO		
	4	Formation en technique de négociation et de plaidoyers	h/j	0	30	30	100	30	SO		
	5	Organisation d’ateliers d’auto-évaluation participatifs des OPA	nbre	0	1	1	100	1	6	17	
	6	Participation aux foires organisées en Guinée et dans la sous-région	nbre	1	1	1	100	2	12	17	
	7	Organisation ateliers structuration OPA	nbre	0	1	1	100	1	SO		
	8	Organisation ateliers stratégie mobilisation ressources OPA	nbre	0	2	2	100	2	SO		
	9	Mise en place stratégie insertion et accompagnement des jeunes	nbre	0	1	1	100	1	1	100	
	10	Appui à l’organisation des sessions des mini CAR	session	6	18	18	100	24	108	22	
	11	Appui à l’organisation des sessions du CAR	session	2	6	6	100	8	36	22	
	12	Appui à l’organisation des sessions des CAI	session	2	3	3	100	5	18	28	
	13	Organisation des missions de suivi	nbre	1	4	4	100	5	24	20,83	

Composante/		Indicateur	Unité	Réalisation PTBA 2011	PTBA 2012			Cum. réalisation	Objectif lors de la préévaluation	%	
Sous-composante ou produit					Prévision	Réalisation	% PTBA 2012				
Sous-Composante A2 : Appui économique aux OPA											
	1	Organisation des sessions des mini CAR	session	6	18	18	100	24	108	22	
	2	Renforcement des capacités des fédérations, groupements et unions - Formation des membres d’OPA - Alphabétisation fonctionnelle - Visites d’échanges	nbre nbre nbre	3 450 800 405	6 209 1 710 1 204	6 209 1 022 1 204	100 60 100	9 659 1 822 1 609	SO 4 000 SO	45	
	3	Importation et production de semence : - semences de riz (base et pré-base) - semences de maïs - semences de pomme de terre - semence d’oignon	tonnes tonnes tonnes kg	7 1,200 511 1 491	35 4,7 800 1 000	28 4,7 794 991	80 100 99 99	35 5,9 1 310 2 482	SO SO SO SO		
	4	Appui à l’approvisionnement en intrants et petits outillages agricoles : - Engrais divers (NPK, Urée T, etc.) - Produits phytosanitaires - Sacs d’emballage - Petits outillages agricoles (arrosoirs, houes, brouettes,)	tonnes litre unités lots	380 100 128 914 3	1 751,5 9 160 260 000 4	1 762 9 160 260 834 4	100,5 100 100,3 100	2 142 9 260 389 748 7	SO SO SO SO		
	5	Mise en place des pépinières de palmiers à huile	nbre	5	25	25	100	30	SO		

Composante/		Indicateur	Unité	Réalisation PTBA 2011	PTBA 2012			Cum. réalisation	Objectif lors de la préévaluation	%	
Sous-composante ou produit					Prévision	Réalisation	% PTBA 2012				
	6	Appui à la mise en place, à l’organisation et à la structuration de nouvelles unions et coopératives	nbre	13	45	44	98	57	SO		
	7	Appui à la mise en place d’un dispositif de commercialisation	nbre	0	1	0	0	0	1	0	
	8	Création des centres de production de matériel végétal (CAPMV)	nbre	1	2	0	0	1	SO		
	9	Réalisation d’enquêtes de référence sur les bas-fonds à aménager et/ou à réhabiliter	nbre	1	3	3	100	4	SO		
	10	Réalisation d’une enquête sur les pistes à réhabiliter	nbre	1	3	3	100	4	SO		
	11	Réalisation d’études de faisabilité pour les travaux d’aménagent et/ou réhabilitation de bas-fonds	nbre	1	3	1	33	2	SO		
	12	Réalisation d’études de faisabilité pour les travaux de réhabilitation de pistes et construction d’ouvrages de franchissement	nbre	1	4	1	25	2	SO		
	13	Réalisation d’études de faisabilité pour les travaux de construction des magasins de stockage	nbre	3	9	5	55,55	8	SO		
	14	Travaux construction des magasins de stockage	nbre	2	11	1	9	3	75	4	
	15	Réalisation d’une étude de faisabilité pour les travaux de construction des sièges CTR	nbre	0	3	1	33	1	SO		

Composante/		Indicateur	Unité	Réalisation PTBA 2011	PTBA 2012			Cum. réalisation	Objectif lors de la préévaluation	%	
Sous-composante ou produit					Prévision	Réalisation	% PTBA 2012				
	16	Réactualisation études de faisabilité pour les travaux de construction du barrage Nombé et aménagement du périmètre	nbre	0	1	1	100	1	SO		
	17	Reprise de la construction du barrage de Nombé et aménagement du périmètre	nbre	0	1	0	0	0	SO		
	18	Travaux de construction de 15 aires de battage et de séchage de 150 m²	nbre	0	15	0	0	0	SO		
	19	Travaux de construction de hangars-écoles et accessoires pour les CAPMV	nbre	1	2	0	0	1	SO		
	20	Travaux d'aménagement hydro agricole de centres de production du matériel végétal (CAPMV)	ha	0	7	0	0	0	SO		
	21	Appui à l'acquisition de 51 équipements moyens - Presse à huile - Machine d'extraction d'huile de palmiste - Motoculteurs - Batteuse de riz - Décortiqueuse à riz - Etuveuse améliorée de riz - Tracteurs et accessoires - Motopompes - Egraineuse de maïs - Décortiqueuse de maïs	nbre nbre nbre nbre nbre nbre nbre nbre nbre nbre nbre	0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	2 3 7 2 5 5 2 2 2 1	0 0 1 0 0 0 0 0 0 0 0	1	2	600		
Taux de réalisation Composante A											
Composante B: Appui institutionnel et à la finance rurale											

Sous-composante B1 : Appui institutionnel aux services publics											
	22	Formation des cadres des services techniques centraux et régionaux	H/j	28	508	483	95	511	SO		
	23	Elaboration et signature de conventions avec les services publics	nbre	2	19	15	78	17	SO		
Sous-Composante B2 : Appui à la finance rurale											
	24	Mise en place d'une ligne fonds de garantie crédit en faveur de la FPDF*	Montant (usd)	290 000	0	En cours		290 000	580 000	50	
	25	Etude de faisabilité pour l'agro leasing	nbre	0	1	0	0	0	1	0	
	26	Réalisation d'une étude diagnostique des ASF	nbre	0	1	1	100	1	1	100	
	27	Elaboration et signature d'une Convention avec CAFODEC	nbre	1	1	1	100	2	1	100	
	28	Recrutement d'une assistance technique au profit de l'opérateur ASF	nbre	0	1	En cours			1		
Taux de réalisation Composante B											
Composante C: Coordination, Gestion de savoir et Suivi Evaluation											
Sous-composante C1: Coordination											
	29	Recrutement d'un Consultant facilitateur	nbre	1	1			1	1	100	
	30	Renforcement des capacités des cadres du PNAFA et autres partenaires	h/j	136	2577	369	14	505	SO		
	31	Organisation sessions Comité de pilotage	nbre	2	1	1	100	3	6	50	
	32	Organisation missions de suivi/supervision du FIDA	nbre	2	2	2	100	4	12	33,33	
	33	Organisation des réunions techniques mensuelles semestrielles et annuelles	nbre	12	12	6	50	18	72	25	
	34	Elaboration et signature de conventions avec la CNOP-G et les OPA	nbre	7	11	11	100	18	SO		

	45	Réalisation des missions de suivi des activités sur le terrain	nbre	6	12	10	66	16	180	9	
Sous-composante C2 : Communication, Gestion des savoirs et Visibilité											
	46	Organisation de l'atelier de démarrage	nbre	1	1			1	1	100	
	47	Organisation des réunions de sensibilisation /information sur le PNAFA	nbre	24	0	0	0	24			
	48	Mise en place d'une stratégie de communication	nbre	1	0	1	80	1			
	49	Confection des logos, dépliants, affiches de fond de scène, stickers autocollants, stylos et chapeaux banana	nbre	1817	1200	1200	100	3017			
	50	Confection des panneaux de signalisation	nbre	8	0	0	0	8			
	51	Mise en place et équipement d'une salle de documentation	nbre	1	0	1	100	1	1	100	
	52	Organisation des mini-ateliers régionaux d'information	nbre	0	4						
	53	Création et animation du site web du PNAFA	nbre	0	1	1	100				
	54	Elaboration et signature de conventions avec les radios rurales et communautaires	nbre	0	3	3	100	3			
	55	Abonnement aux journaux	nbre	0	2	2	100	2			
	56	Confection d'un annuaire des acteurs des filières promues par le PNAFA	nbre	0	1	En cours					
	57	Confection des calendriers	nbre	1500	3000	3000	100	4500			
	58	Confection des agendas	nbre	150	500	500	100	650			
	59	Mise en place d'un système de gestion et d'administration et de la salle de documentation	nbre	0	1	1	100	1			
	60	Réalisation des missions de suivi des activités sur le terrain	nbre	0	12	10	83,33	10			
C3. Gestion administrative, financière et comptable											

	61	Organisation d'une mission d'appui pour la finalisation manuel de procédures administratives, financières et comptables	nbre	1	0	0	0	1	1	100	
	62	Réalisation de l'inventaire et valorisation des patrimoines du PRODA et PRADEL	nbre	1	0	0	0	1			
	63	Réalisation de l'audit financier annuel des comptes du PNAFA	nbre	0	1	1	100	1			
	64	Acquisition d'équipements : - Groupes électrogènes pour les URC de Labé et N'Zérékoré - Mobiliers de bureaux - Equipements informatiques - motos	nbre lot lot nbre	0 0 0 0	2 3 1 3	2 3 1 En cours	100 100 100				
	65	Réalisation des missions de suivi des activités sur le terrain	nbre	0	6	4	66	4			

Composante/		Indicateur	Unité	Réalisation PTBA 2011	PTBA 2012			Cum. réalisation	Objectif lors de la préévaluation	%	
Sous-composante ou produit					Prévision	Réalisation	% PTBA 2012				
C4. Suivi Evaluation											
	66	Recrutement d'un consultant pour la formulation du Système de suivi évaluation	nbre	1	0	0	0	1	1	100	
	67	Réalisation de l'enquête socio- économique de référence	nbre	0	1	1	100	1	1	100	
	68	Réalisation enquêtes SYGRI	nbre	1	1	1	100	2			
	69	Réalisation de missions de suivi des activités sur le terrain	nbre	11	12	12	100	23	SO		

	70	Mise en place et gestion d'une base de données	nbre	0	1	En cours					
	71	Elaboration des PTBA	nbre	2	1	1	100	3	6	50	
	72	Elaboration des rapports semestriels	nbre	1	1	1	100	2	12	16,66	
	73	Elaboration du rapport annuel	nbre	1	1	1	100	2			
	74	Renforcement des capacités des cadres et partenaires en suivi-évaluation	h/j		40	40	100	40			
		- Formation des cadres du SE	nbre		4	4	100	4			
		- Organisation des voyages d'études	nbre	0	1			1			
	75	Appui à l'organisation d'ateliers d'auto-évaluation	nbre	0	3	3	100	3			
	76	Organisation des ateliers régionaux en suivi-évaluation	nbre	0	5	3	60	3			
	77	Informatisation du système de suivi-évaluation	h/j	0	60	60	100	60			
	78	Mise en place d'un système d'information géographique (SIG)	h/j	0	60	En cours					
	79	Acquisition de logiciels de suivi-évaluation	nbre	0	1						
	80	Organisation d'une mission d'appui extérieur en SE	h/j	0	30						
	81	Organisation d'un atelier de validation de l'enquête socio-économique de référence	nbre	0	1	1	100				
Taux de réalisation Composante C											

- Ces résultats ont été obtenus grâce aux lignes de garantie crédit mise en place par le FIDA et l'AFD

Appendice 5: Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement, décaissements par catégorie et par composante

Appendice 5A

Tableau d'exécution des obligations de financement par source de financement au 15/03/2013

Source de financement	Approbation	Actuel	Décaissements (dont DRFs en attente)	Décaissements en %
Prêt du FIDA N° 589-GN	13 300 000,00	14 580 332,82	8 220 531,24	56,38%
Don du FIDA N° DSF-8064-GN	8 700 000,00	8 995 680,51	3 000 755,37	33,36%
Don du FIDA N° DSF-8091-GN	9 100 000,00	8 867 074,53	379 828,00	4,28%
Gouvernement Guinéen	5 000 000,00	5 000 000,00	98 653,26	1,97%
Prêt de l'OFID N° 1429 P	10 000 000,00	10 000 000,00	700 000,00	7,00%
Bénéficiaires	1 900 000,00	1 900 000,00	26 112,17	1,37%
Total	48 000 000,00	49 343 087,86	12 425 880,04	25,18%

NOTA : Les 61,8% sur le prêt FIDA No. 589-GN comportent également les décaissements de l'ancien projet PRODAD.

Appendice 5B

Tableau d'exécution des obligations de financement par composante (en milliers de USD) au 15/03/2013

Composante	Prêt du FIDA N°589-GN			Don du FIDA N°8064-GN			Don du FIDA N°8091-GN			Gouvernement Guinéen			Prêt OFID N°1429P			Bénéficiaires			Total		
	Prévu	Effectif	%	Prévu	Effectif	%	Prévu	Effectif	%	Prévu	Effectif	%	Prévu	Effectif	%	Prévu	Effectif	%	Prévu	Effectif	%
A1 Renforcement CNOP-G	1 022,2	255,2	25%	515,3	0	0%	1 390,8	0	0%	48,0	0	0%	0	0	0%	6,7	0	0%	2 983,0	255,2	9%
A2 Activités économ OPA	3 579,1	3 382,3	95%	4 734,3	1 821,7	38%	4 928,4	0	0%	1 454,3	0	0%	0	0	0%	444,5	0	0%	15 133,8	5 204,0	34%
A3 Infrastructures et équipmt	2 099,3	154,3	7%	189,2	0	0%	0,0	0	0%	2 516,6	0	0%	10 000,0	0	0%	1 417,8	16,9	1%	16 222,9	171,2	1%
B1 Appui services publics	632,4	0,0		724,4	0	0%	369,1	0	0%	162,1	0	0%	0	0	0%	7,8	0	0%	1 895,8	0,0	0%
B2 Dvpt services spécifiques	36,7	0,0		827,9	0	0%	0,0	0	0%	7,4	0	0%	0	0	0%	0,0	0	0%	872,0	0,0	0%
B3 Consolidation des ASF	414,3	0,0		304,9	49,9	16%	1 144,1	0	0%	239,6	0	0%	0	0	0%	19,2	0	0%	2 122,1	49,9	2%
C1 Communicat° et savoirs	232,0	0,0	0%	111	0	0%	0,0	0	0%	5,0	0	0%	0	0	0%	0,0	0	0%	348,0	0,0	0%
C2 Coordination et S & E	3 133,9	1 113,1	36%	1 293,0	1 129,1	87%	1 267,6	379,8	30%	567,1	98,7	17%	0	700	0%	10,7	0	0%	6 272,3	3 420,7	55%
D PRODAD-GF (2002-2010)	2 150,1	3 315,6	154%	0	0	0	0,0	0	0%										2 150,1	3 315,6	154%
Total	13 300	8 220,5	62%	8 700,0	3 000,7	34,49%	9 100,0	379,8	4,17%	5 000,1	98,7	1,97%	10 000	700	7%	1 900	16,9	1%	48 000,0	12 416,6	25,87%

Appendice 5C
Don : FIDA N° 8064-GN

Catégorie	Désignation	% Financement	Allocation	Décaissements	En attente	Décaissements effectifs + en attente	Solde	Décaissements en %
99Z	Montant autorisé - Avance au Compte Désigné		0	312 783,48	0,00	312 783,48	-312 783,48	100,00%
I	Génie Civil	100	140 000	0,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00%
II	Véhicules, matériel et équipements	100	450 000	290 347,02	48 653,44	339 000,46	110 999,54	64,52%
III	Formation, information, animation	100	200 000	92 541,96	0,00	92 541,96	107 458,04	46,27%
IV	Assistance technique et contrats de service	100	1 030 000	229 034,65	0,00	229 034,65	800 965,35	22,24%
V	Convention avec les OPA	100	2 550 000	444 148,97	36 913,92	481 062,89	2 068 937,11	17,42%
VI	Ligne de crédit	100	320 000	184 062,71	0,00	184 062,71	135 937,29	57,52%
VII	Salaires et indemnités	100	520 000	213 727,87	0,00	213 727,87	306 272,13	41,10%
VIII	Fonctionnement	100	260 000	82 534,67	0,00	82 534,67	177 465,33	31,74%
IX	Non alloué	0	330 000	0,00	0,00	0,00	330 000,00	0,00%
TOTAUX			5 800 000	1 849 181,34	85 567,36	1 934 748,70	3 865 251,30	33,36%

Appendice 5C
Don : FIDA N°DSF- 8091-GN

Catégorie	Désignation	% Fin	Allocation initiale	Décaissements	En attente	Solde	Décaissement en %
99Z	Coûts démarrage au Compte Désigné		0	170 244,70	0,00	-170 244,70	100,00%
I	Génie Civil et Rural	100	1 260 000	0,00	0,00	1 260 000,00	0,00%
II	Véhicules, matériel et équipements	100	840 000	0,00	0,00	840 000,00	0,00%
III	Formation, information, animation	100	810 000	0,00	0,00	810 000,00	0,00%
IV	Assistance technique et contrats de service	100	600 000	0,00	75 213,50	524 786,50	0,00%
V	Convention avec les OPA	100	1 210 000	0,00	0,00	1 210 000,00	0,00%
VI	Salaires et indemnités	100	320 000	0,00	847,50	319 152,50	0,00%
VII	Frais de Fonctionnement	100	140 000	0,00	0,00	140 000,00	0,00%
VIII	Non alloué	0	570 000	0,00	0,00	570 000,00	0,00%
TOTAUX			5 750 000	170 244,70	76 061,00	5 503 694,30	4,28%

Appendice 5C
Prêt : FIDA N° 589-GN

Catégorie	Description de la catégorie	% Fin	Allocation initiale	Allocation amendée	Décaissements	En attente	Solde	Décaissements en %
99Z	Montant autorisé - Avance au Compte spécial			0	96 741,05	0,00	-96 741,05	
I	Génie Civil /Rural	100	1 230 000	1 330 000	216 405,71	0,00	1 113 594,29	16,27%
II	Véhicules, matériel et équipements	100	660 000	850 000	477 833,11	0,00	372 166,89	56,22%
III	FDA et FDIR	100	380 000	71 396	71 396,35	0,00	-0,35	100,00%
IV	Formation, information, animation	100	1 120 000	540 000	206 361,70	0,00	333 638,30	38,22%
V	Assistance technique et contrats de service	100	1 540 000	1 680 000	1 208 813,50	0,00	471 186,50	71,95%
VI	Micro projets	100	860 000	17 548	17 548,43	0,00	-0,43	100,00%
VII	Etudes et enquêtes	100	290 000	6 946	6 945,92	0,00	0,08	100,00%
VIII	Salaires et indemnités	100	1 520 000	1 200 000	697 825,88	0,00	502 174,12	58,15%
IX	Fonctionnement	100	860 000	760 000	730 395,49	0,00	29 604,51	96,10%
X	Convention avec les OPA	100	0	2 260 000	1 569 542,87	0,00	690 457,13	69,45%
99	Non alloué	0	940 000	684 110	0,00	0,00	684 110,00	0,00%
TOTAUX			9 400 000	9 400 000	5 299 810,01	0,00	4 100 189,99	56,38%

Appendice 5C
Prêt : OFID N°1429P

Catégorie	Désignation	% Fin	Allocation initiale	Décaissements	En attente	Solde	Décaissement en %
99Z	Dotation initiale au compte spécial		0,00	0,00	700 000,00	-700 000,00	100,00%
I	Génie Civil et Rural	100	10 000 000	0,00	0,00	10 000 000,00	0,00%
TOTAUX			10 000 000	0,00	700 000,00	9 300 000,00	7,00%

Appendice 6: Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section 3.02	L'UNC prépare annuellement un projet de travail et de budget transmis au Fonds pour non objection	PTBA année suivante élaboré et validé par le FIDA	PTBA & PPM 2012 approuvé en janvier 2013	Disposition respectée
Section 3.03	Compte du Programme : l'agent principal du Programme ouvre et tient auprès d'un établissement bancaire acceptable pour le fonds un compte courant libellé en francs guinéens pour les opérations relatives au Programme	Au démarrage du programme	Six (6) comptes ont été ouverts à ECOBANK . Tous ces comptes sont opérationnels: - Compte d'opérations N° 0010144603517002 GNF au titre du prêt 589 GN amendé (en faveur de l'UNC/Conakry) ; - Compte d'opérations N° 0010144603517005 GNF au titre du don DSF 8064 GN (en faveur de l'UNC/Conakry) ; - Compte d'opérations N°10010144603517001 GNF au titre de la contrepartie Etat (en faveur de l'UNC/Conakry) ; - Compte d'opérations N°0010144603517003 GNF au titre du prêt 589 GN (en faveur de l'URC/Labé) ; - Compte d'opérations N° 0010144603517004 GNF au titre du prêt 589 GN (en faveur de l'URC/N'Nzérékoré) ; -Compte d'opérations N° 0010134601190702GNF au titre du don DSF 8091 GN	Disposition respectée
Section 3.05	L'Emprunteur prend en charge l'ensemble des droits, impôts et taxes grevant les biens et services nécessaires au Programme en recourant à la procédure des chèques trésor série spéciale (CTSS)	Toute la durée du programme	Les prestations des entreprises assujetties à la TVA sont payées hors taxes sur les fonds du FIDA.	Disposition respectée
	L'Emprunteur effectue dès l'ouverture du compte du Projet un dépôt de fonds représentant sa part de contrepartie pour un montant global en francs guinéens équivalent à 50 000 USD pour le prêt et 200 millions pour le don DSF 8091 GN.		Ces montants ont été versés.	Disposition respectée

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
	L'Emprunteur reconstituera annuellement le compte du Programme en y déposant les fonds de contrepartie tels qu'ils sont prévus dans le PTBA relatif à, l'année du Programme considérée. Les fonds de contrepartie seront inscrits au programme d'investissement public (PIP).		Un montant de 850 millions de FGN a été engagé pour l'année 2013	Disposition partiellement respectée
	L'Agent principal du programme soumet annuellement au Fonds des rapports d'activités sur l'exécution du Programme, prévus à la Section 8.03 (Rapport d'activités) des Conditions générales, dans les trois mois suivant la fin de la période considérée. Les rapports devront contenir des données détaillées sur les indicateurs SYGRI.	Mars de chaque année	La rapport de l'année 2012 a été produit et a tenu compte des indicateurs SYGRI	Disposition respectée
	Le remboursement de tout montant non justifié relatif au compte spécial du Prêt FIDA N° 589 GN, pour le PNAFA, anciennement PRODAD-GF	Montant 260529,07 dollars US à payer en Décembre 2010	Le montant de 260529,07 dollars a été intégralement remboursé par le Gouvernement, au compte spécial du PRODADF-GF, le 16 mars 2011 . Cf. Accord de Don N° DSF 8064 GN	Disposition respectée
Section 4.02	La mise à disposition en bon état de fonctionnement du mobilier, du matériel, des équipements et des véhicules du PNAFA anciennement PRODAD-GF et des bâtiments et équipements non reformés du PRAADEL	Décembre 2010	Le matériel roulant et d'informatique concerné a été mis en bon état de fonctionnement. Le siège de l'URC de N'Nzérékoré (en location) a été rénové. Le bâtiment principal du siège de l'URC de Labé a été rénové Pour l'URC de Labé, deux (2) bâtiments, une (1) guérite et un (1) local pour groupe électrogène sont à rénover et le terrain du siège est à clôturer (en cours, ANO obtenu)	Disposition respectée
	La mise à jour du manuel de procédures administratives et comptables du Programme	2011	Le cabinet a été recruté en date du 10 mai 2011 afin d'effectuer la mise à jour du manuel. Les travaux de cette consultation se sont déroulés du 20 mai au 5 juin 2011. Le rapport provisoire a été déposé à l'UNC. Manuel validé dans un atelier qui a regroupé l'UNC, les URC et les OPA au mois de décembre 2011 et le manuel a été approuvé par le FIDA	Disposition respectée
Section 4.03	Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux procédures énoncées à l'appendice 3	En permanence	Fait : PPM de 2012 fait suivant les procédures de l'appendice 3	Disposition respectée
Section	Les polices d'assurance couvrant les véhicules,	En permanence	Véhicules et matériel assuré par le projet ; travaux de génie civil	Disposition

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
4.04	le matériel et les travaux de génie civil financés au moyen du produit du prêt doivent être conformes à de saines pratiques commerciales		assurés par les prestataires	respectée
Section 4.05, Section 11.10 b)	Présentation du rapport d'audit au FIDA	30 Juin	Rapport d'audit de l'exercice 2011 envoyé au FIDA le 29 juin 2012	Disposition respectée
Section 4.06	Présentation au FIDA, tous les six mois, de rapports sur l'avancement des activités	Juin/Déc.	Fait	Disposition respectée.
Appendice 4, par. 7	Le PTBA doit être soumis au FIDA pour examen et observations	Nov.	Fait	Disposition respectée.
Appendice 4, par. 8 a)	Un examen à mi-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA	2012	N/A	N/A